

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2178

16 août 2014

SOMMAIRE

| | | | |
|--|--------|--|--------|
| 39 Investments S. à r.l. | 104502 | Opti Hedge | 104535 |
| A&R Consulting S.à r.l. | 104544 | Paris Nursing 2 S.à r.l. | 104499 |
| Atalaya Management Luxco Investment S.C.A. | 104510 | Paris Nursing 3 | 104500 |
| Café Slice s.à r.l. | 104499 | Pathena (SCA) SICAR | 104502 |
| Coiffure Cila S.à r.l. | 104501 | PeaksideWert Holdings S.à r.l. | 104501 |
| Crèche Spillplatz SARL | 104508 | Perinvest (Lux) Sicav | 104501 |
| Fare Development S.A. S.P.F. | 104504 | Polo Holdings S.à r.l. | 104500 |
| Ferroknepper Buderus S.A. | 104504 | PS Luxembourg S.à r.l. | 104540 |
| Finross S.A. | 104504 | Ravago Reinsurance S.A. | 104503 |
| Great Hoard Holdings S.à r.l. | 104504 | Saipem Maritime Asset Management Lu- xembourg S.à r.l. | 104507 |
| Les Harmonies Economiques S.A. | 104505 | Saproman Invest | 104509 |
| Lettrages et Auto Design Grillo Franco S.à r.l. | 104505 | S.C.L. Building s.à r.l. | 104503 |
| LFPI Mezzanine S.C.A. SICAR | 104505 | Seaview Real Estate Ltd. | 104503 |
| L & Y International S.A. | 104541 | Securitas Luxembourg | 104498 |
| Mobile Search Holding S.A. | 104505 | Severus Finance S.A. | 104498 |
| Natixis Private Fund II | 104500 | Société Immobilière de Clervaux SA ... | 104498 |
| OCM Luxembourg OPPS VIIb Mars Bloc- ker S.à r.l. | 104498 | Tonic Management S.A. | 104502 |
| OCM Luxembourg OPPS VIIb Mars Bloc- ker S.à r.l. | 104503 | Trustconsult Group S.A. | 104506 |
| OCM Luxembourg OPPS VIIb Mars Bloc- ker S.à r.l. | 104503 | Velplan International S.à r.l. | 104498 |
| ODS | 104510 | Vervit Distribution S.A. | 104537 |
| Oppidum | 104510 | Wilsonart International Holdings S.à r.l. | 104499 |
| | | Winward International Spf S.A. | 104543 |

Securitas Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-2529 Howald, 25, rue des Scillas.
R.C.S. Luxembourg B 129.485.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014081135/9.

(140095525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2014.

Severus Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 134.139.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014081136/9.

(140096009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2014.

Société Immobilière de Clervaux SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9737 Clervaux, 1, place de l'Abbaye.
R.C.S. Luxembourg B 91.531.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014081142/9.

(140095303) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2014.

OCM Luxembourg OPPS VIIb Mars Blocker S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 141.514.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 juin 2014.

Référence de publication: 2014081022/10.

(140095793) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2014.

Velplan International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 36.361.

CLÔTURE DE LIQUIDATION*Extrait*

Par jugement rendu en date du 5 juin 2014, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, déclare closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société à responsabilité limitée VELPLAN INTERNATIONAL S.à r.l., dont le siège social à L-1370 Luxembourg, 16, Val Ste. Croix, a été dénoncé en date du 7 juillet 1995.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
Jonathan BURGER
Le liquidateur

Référence de publication: 2014082709/17.

(140096967) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

Wilsonart International Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 2.184.363,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 170.992.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'associé unique de la Société prises en date du 4 juin 2014 que Monsieur Donatien-Xavier MARTIN, né le 20 février 1986 à Malmédy (Belgique), ayant son adresse professionnelle au 412F, route d'Esch, L-1030 Luxembourg, a été nommé gérant B de la Société avec effet au 4 juin 2014, pour une durée indéterminée, en remplacement de Monsieur Luca Gallinelli, gérant B démissionnaire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juin 2014.

*Pour Wilsonart International Holding S.à r.l.**Un mandataire*

Référence de publication: 2014082726/17.

(140097286) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

Paris Nursing 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.193.300,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 130.010.

En date du 8 juin 2014 l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- Démission de Gérald Welvaert de son poste de gérant B avec effet au 8 juin 2014;
- Démission de Jean-Jacques Josset de son poste de gérant B avec effet au 8 juin 2014;
- Election de M. Declan Michael McGrath, né le 20 Décembre 1975 à Limerick, Irlande et résidant professionnellement au 18-20 rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, au poste de gérant B avec effet au 8 juin 2014;
- Election de M. Karol Maziukiewicz, né le 10 Mars 1977 à Elk, Pologne, et résidant professionnellement au 18-20 rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, au poste de gérant B avec effet au 8 juin 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Référence de publication: 2014082512/18.

(140097666) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

Café Slice s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4785 Pétange, 22, rue Weisenbrill.

R.C.S. Luxembourg B 143.200.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 05 juin 2014, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a prononcé la dissolution et ordonné la liquidation de:

- La société à responsabilité limitée CAFE SLICE SARL (RCS B143.200), ayant eu son siège social à L-4785 PETANGE, 22, rue de Weisenbrill,

Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Thierry SCHILTZ, juge au tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, et désigné liquidateur Maître Ana ALEXANDRE, avocat, demeurant à Esch-sur-Alzette.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances au Greffe du Tribunal de Commerce avant le 27 juin 2014.

Pour extrait conforme

Maître Ana ALEXANDRE

Le liquidateur

Référence de publication: 2014081449/19.

(140096480) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2014.

Natixis Private Fund II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 115.549.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juin 2014.

Pour NATIXIS PRIVATE FUND II

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

Agent Domiciliataire

Corinne ALEXANDRE / Valérie GLANE

Assistante / Fondé de pouvoir

Référence de publication: 2014082478/15.

(140097715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

Paris Nursing 3, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 72.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 129.989.

En date du 8 Juin 2014 l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- Démission de Gérald Welvaert de son poste de gérant B avec effet au 8 Juin 2014;
- Démission de Jean-Jacques Josset de son poste de gérant B avec effet au 8 Juin 2014;
- Election de M. Declan Michael McGrath, né le 20 Décembre 1975 à Limerick, Irlande et résidant professionnellement au 18-20 rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, au poste de gérant B avec effet au 8 Juin 2014;
- Election de M. Karol Maziukiewicz, né le 10 Mars 1977 à Elk, Pologne, et résidant professionnellement au 18-20 rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, au poste de gérant B avec effet au 8 Juin 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Référence de publication: 2014082513/18.

(140097676) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

Polo Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 180.379.

Cession de parts sociales

Suite à la convention de cession de parts sociales, signée en date du 06.06.2014, entre:

COLUMNA HOLDINGS LIMITED, une société de droit de Guernesey, ayant son siège social au 1 Royal Plaza, Royal Avenue, St Peter Port, GY1 2HL Guernesey et inscrite auprès du Registre de Guernesey sous le numéro 56133
et

SGG S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 65.906, représentée aux fins des présentes par deux signataires autorisés

L'actionnariat de POLO HOLDINGS S.à r.l. se compose comme suit:

COLUMNA HOLDINGS LIMITED, une société de droit de Guernesey, ayant son siège social au 1 Royal Plaza, Royal Avenue, St Peter Port, GY1 2HL Guernesey et inscrite auprès du Registre de Guernesey sous le numéro 56133

Détenant 12.500 parts sociales

Pour la Société

SGG S.A.

Référence de publication: 2014082525/21.

(140097508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

Coiffure Cila S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-3510 Dudelange, 2, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 145.833.

—
EXTRAIT

Il découle d'une assemblée générale extraordinaire sous seing privée en date du 11/06/2014:

- d'accepter la démission de ses fonctions de gérante technique:

* Madame KAYSER Irène Georgette.

- d'accepter la nomination du gérant unique:

* Madame ABRANTES SMOES Lucilia, coiffeuse, née le 10/09/1976 à Mortagua (Portugal), demeurant à L-4108 Esch-sur-Alzette, 119, Route d'Ehlerange.

La société est valablement engagée par la seule signature du gérant unique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 12/06/2014.

Signature.

Référence de publication: 2014082119/17.

(140097798) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

Peaksidewert Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 58.824,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 131.602.

—
En date du 8 Juin 2014 les associés de la Société ont pris les décisions suivantes:

- Démission de Gérald Welvaert de son poste de gérant B avec effet au 8 Juin 2014;

- Démission de Jean-Jacques Josset de son poste de gérant B avec effet au 8 Juin 2014;

- Election de M. Declan Michael McGrath, né le 20 Décembre 1975 à Limerick, Irlande et résidant professionnellement au 18-20 rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, au poste de gérant B avec effet au 8 Juin 2014;

- Election de M. Karol Maziukiewicz, né le 10 Mars 1977 à Elk, Pologne, et résidant professionnellement au 18-20 rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, au poste de gérant B avec effet au 8 Juin 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Référence de publication: 2014082520/18.

(140097548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

Perinvest (Lux) Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 134.860.

—
Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg le 25 avril 2014

L'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

1. de réélire Messieurs Riccardo MILLICH, Frédéric ADAM, Ismael SASSI et Malcolm JENNINGS, en qualité d'administrateurs pour le terme d'un an, prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2015,

2. de réélire Ernst & Young S.A. en qualité de Réviseur d'Entreprises pour le terme d'un an, prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2015.

Luxembourg, le 12 juin 2014.

Pour PERINVEST (LUX) SICAV

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

Agent Domiciliataire

Corinne ALEXANDRE / Marc-André BECHET

Assistante / Directeur

Référence de publication: 2014082535/19.

(140097437) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

39 Investments S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 50.000,00.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 123.015.

*Extrait de la résolution du gérant unique tenue le 10 juin 2014 à Luxembourg.**Résolution:*

Le gérant unique décide de transférer avec effet immédiat le siège social de la société du 11-13 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg au 50 route d'Esch, L-1470 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

39 Investments S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

John B. Foster

Gérant unique

Référence de publication: 2014082739/17.

(140097097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

Pathena (SCA) SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 176.435.

Extrait des résolutions du conseil d'administration

En date du 28 février 2014, le conseil d'administration a décidé de transférer le siège social de la Société du 13-15 avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg au 6 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, et ce avec effet au 3 mars 2014.

Nous vous prions également de bien vouloir prendre note du changement d'adresse de l'administrateur suivant avec effet au 3 mars 2014:

Pathena S.à r.l., 6 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juin 2014.

Sophie ZINTZEN

Mandataire

Référence de publication: 2014082515/18.

(140097166) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

Tonic Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9911 Troisvierges, 16, rue de Drinkelange.

R.C.S. Luxembourg B 142.351.

Extrait des résolutions

Il résulte d'une décision de l'Assemblée Générale Ordinaire de la société en date du 06 juin 2014:

1. L'Assemblée accepte la démission du commissaire aux comptes actuel de la société:

Fiscalité, Comptabilité, Gestion Sàrl (anciennement Fiscalité, Comptabilité, Gestion Sàrl en abrégé FISCOGES Sàrl), ayant son siège social au 4, rue de Kleinbettingen, L - 8362 Grass, enregistrée au Registre de Commerce et des sociétés sous le numéro B61071.

2. L'Assemblée nomme un nouveau commissaire aux comptes de la société:

FISCOGES Sàrl, ayant son siège social au 4, rue de Kleinbettingen, L - 8362 Grass, enregistrée au Registre de Commerce et des sociétés sous le numéro B174051.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le Conseil d'Administration

Signatures

Référence de publication: 2014082681/19.

(140096908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

OCM Luxembourg OPPS VIIb Mars Blocker S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 141.514.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 juin 2014.

Référence de publication: 2014081023/10.

(140095794) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2014.

OCM Luxembourg OPPS VIIb Mars Blocker S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 141.514.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 juin 2014.

Référence de publication: 2014081024/10.

(140095795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2014.

S.C.L. Building s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5442 Roedt, 54, rue de Remich.
R.C.S. Luxembourg B 148.385.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Comptable B + C S.à r.l.
Luxembourg

Référence de publication: 2014081127/11.

(140096000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2014.

Ravago Reinsurance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 164.657.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société RAVAGO Reinsurance S.A.
AON Insurance Managers (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2014081103/11.

(140095519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2014.

Seaview Real Estate Ltd., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 163.304.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juin 2014.

Pour la société
Un mandataire

Référence de publication: 2014081133/12.

(140095687) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2014.

Ferroknepper Buderus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4149 Esch-sur-Alzette, 20, Op den Drieschen, Z.I. Um Monkeler.
R.C.S. Luxembourg B 1.020.

Die Jahresabschlüsse zum 31. Dezember 2013 wurden beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014082240/10.

(140097327) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

Finross S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 87.026.

Les comptes au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FINROSS S.A.

Alexis DE BERNARDI / Robert REGGIORI

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014082248/12.

(140097465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

Fare Development S.A. S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 151.331.

Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Générale tenue le 30 mai 2014

Deuxième résolution

L'Actionnaire Unique décide de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle 11A, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg au 11, Avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FARE DEVELOPMENT S.A. S.P.F.

Société Anonyme - Société de gestion de patrimoine familial

Référence de publication: 2014082239/14.

(140097792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

Great Hoard Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 18.000,00.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 169.110.

EXTRAIT

En date du 2 juin 2014, l'associé unique de la Société a décidé de nommer avec effet immédiat M. Donald PADGETT, né le 28 mars 1952 à Toronto, Canada, avec adresse professionnelle au Sea Meadow House, Blackburne Highway, PO Box 116, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques, en tant que nouveau gérant de la Société, pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé de Messieurs Marc Liesch, Donald Padgett, Steven Gorelik et James Passin.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juin 2014.

Pour Great Hoard Holdings S.à r.l.

Référence de publication: 2014082273/18.

(140097560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

Mobile Search Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 160.264.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014082432/10.

(140097613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

Lettrages et Auto Design Grillo Franco S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4972 Dippach, 53A, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 58.550.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L-4972 Dippach, le 12 juin 2014.

Monsieur Grillo Franco

Gérant

Référence de publication: 2014082416/12.

(140097338) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

LFPI Mezzanine S.C.A. SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 128.327.

Extrait des décisions prises lors de l'assemblée générale ordinaire en date du 11 juin 2014

En date du 11 juin 2014, l'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

- de renouveler le mandat de Ernst & Young, en qualité de Réviseur d'entreprises agréé, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2015.

Luxembourg, le 11 juin 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour LFPI MEZZANINE S.C.A. SICAR

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2014082417/16.

(140097235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

Les Harmonies Economiques S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 140.389.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire de la société LES HARMONIES ECONOMIQUES S.A., tenue extraordinairement le 23 avril 2014

Il a été décidé ce qui suit:

- Suite à la décision du Conseil d'Administration du 22/08/2013 opérant avec effet au 25/08/2013, l'Assemblée décide de ratifier la nomination par cooptation de Madame Alexandra Corre comme nouvel Administrateur de la société en remplacement de Madame Natacha Kolodziej-Steuermann.

Pour extrait certifié conforme

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2014082414/16.

(140097100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

Trustconsult Group S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
R.C.S. Luxembourg B 46.233.

L'an deux mille quatorze, le vingt-deux mai.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «TRUSTCONSULT GROUP S.A.», ayant son siège social à L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 46.233, constituée suivant acte reçu par Maître Frank BADEN, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 29 décembre 1993, publié au Mémorial C numéro 110 du 29 mars 1994.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Max MAYER, employé privé, demeurant professionnellement à Junglinster.

La présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Henri DA CRUZ, employé privé, demeurant professionnellement à Junglinster.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée et contrôlée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

La présidente expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Modification de l'article 6 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 6.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins qui élit un président dans son sein. Le président doit nécessairement avoir la qualité d'Expert-Comptable inscrit auprès de l'Ordre des Experts-Comptables de Luxembourg

Les administrateurs sont nommés pour un terme n'excédant pas six années.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Une résolution du conseil d'administration peut être prise par écrit. Une telle résolution consistera en un ou plusieurs documents, contenant les résolutions, et elles seront signées, manuellement ou électroniquement par voie de signature électronique valable en droit luxembourgeois, par chaque administrateur (résolution circulaire). La date de ladite résolution est celle de la dernière signature.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la société.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix, en ce inclus une majorité de voix des administrateurs ayant la qualité d'Experts-Comptables; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.»

2. Modification de l'article 9 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 9.** La société se trouve valablement engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances et pour toutes opérations par la signature obligatoire et incontournable de l'administrateur-délégué de la société ou par la signature conjointe de deux administrateurs de la société, dont l'un devant obligatoirement être un Expert-Comptable.»

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 6 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 6.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins qui élit un président dans son sein. Le président doit nécessairement avoir la qualité d'Expert-Comptable inscrit auprès de l'Ordre des Experts-Comptables de Luxembourg

Les administrateurs sont nommés pour un terme n'excédant pas six années.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Une résolution du conseil d'administration peut être prise par écrit. Une telle résolution consistera en un ou plusieurs documents, contenant les résolutions, et elles seront signées, manuellement ou électroniquement par voie de signature électronique valable en droit luxembourgeois, par chaque administrateur (résolution circulaire). La date de ladite résolution est celle de la dernière signature.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la société.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix, en ce inclus une majorité de voix des administrateurs ayant la qualité d'Experts-Comptables; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.»

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 9 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 9.** La société se trouve valablement engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances et pour toutes opérations par la signature obligatoire et incontournable de l'administrateur-délégué de la société ou par la signature conjointe de deux administrateurs de la société, dont l'un devant obligatoirement être un Expert-Comptable.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à neuf cent cinquante euros.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster. Date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Henri DA CRUZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 26 mai 2014. Relation GRE/2014/2148. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 5 juin 2014.

Référence de publication: 2014083386/99.

(140098447) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2014.

Saipem Maritime Asset Management Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 378.000,00.

Siège social: L-8009 Strassen, 19-21, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 141.486.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014081156/9.

(140095651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2014.

Crèche Spillplatz SARL, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9161 Ingeldorf, 19, rue de la Sûre.

R.C.S. Luxembourg B 187.737.

STATUTS

L'an deux mille quatorze, le six juin.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck,

A comparu:

La société à responsabilité limitée Crèche An der Kléck SARL, établie et ayant son siège social à L-9220 Diekirch, 56, rue Clairefontaine, inscrite au registre de commerce sous le numéro B. 161.471,

Constituée par acte du notaire instrumentaire en date du 24 mai 2011, publié au Mémorial C des Sociétés et Associations le 12 août 2011 sous le numéro 1856,

Ici représentée par sa gérante unique

Madame Elisabeth SIMOES, employée privée, née à Tours (France) le 7 mai 1974 (matricule 1974 05 07 101), demeurant à L-9220 Diekirch, 56, rue Clairefontaine;

Laquelle société comparante a arrêté comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle a convenu de constituer:

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de "Crèche Spillplatz SARL".

Art. 2. Le siège social de la société est établi à dans la commune d'Erpeldange; il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Art. 3. La société a pour objet l'exploitation d'une crèche pour enfants de 0 à 4 ans, au sens du règlement grand-ducal du 28 janvier 1999 portant exécution de la loi du 8 septembre 1998, réglant les relations entre l'Etat et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique.

Elle pourra faire toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement aux objets ci-dessus ou qui seraient de nature à en faciliter la réalisation et le développement.

D'une manière générale, la société pourra exercer toutes activités généralement quelconques qui pourraient paraître nécessaires à l'accomplissement ou au développement de son objet social.

Art. 4. La durée de la société est indéterminée.

Art. 5. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année. Exceptionnellement, le premier exercice commence au jour de la constitution de la société et finit le 31 décembre 2014.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,00 €), divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125,00 €) chacune, entièrement souscrit et libéré en espèces par le comparant.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi sur les sociétés commerciales.

Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes de l'actif social et des bénéfices.

Art. 8. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions.

Art. 9. En cas de pluralité d'associés, aucun des associés ne pourra céder ses droits à un tiers sans le consentement de ses co-associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social. Entre associés, les parts sociales sont librement cessibles.

En cas de pluralité des associés, chacun des associés aura la faculté de dénoncer sa participation moyennant préavis de six (6) mois à donner par lettre recommandée à son ou ses co-associés.

Le ou les associés restants auront un droit de préférence pour le rachat des parts de l'associé sortant. Ils doivent l'exercer endéans les six mois à partir du jour de la dénonciation sous peine de forclusion.

Art. 10. Chaque année, au trente et un décembre, il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la société.

Le bénéfice net, déduction faite des frais généraux, traitements et amortissements, sera réparti de la façon suivante:

- 5% pour la constitution d'un fonds de réserve légale, dans la mesure des dispositions légales jusqu'à ce que ce fonds ait atteint 10% du capital social;

- le solde reste à la libre disposition du ou des associés.

En cas de distribution, le solde bénéficiaire sera attribué à l'associé ou aux associés au prorata de sa ou de leur participation au capital social.

Art. 11. Le décès ou la faillite de l'un ou de plusieurs des associés n'entraînera pas la dissolution de la société; les héritiers, légataires et ayants-cause de l'associé décédé ou failli n'auront pas le droit de faire apposer des scellés sur les biens et valeurs de la société; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans le dernier bilan social.

Art. 12. Pour tous les points non expressément prévus aux présentes, le comparant se réfère aux dispositions légales en vigueur.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les cent (100) parts sociales ont été souscrites par l'associée unique préqualifiée,

Toutes les parts sociales ont été souscrites et libérées entièrement par le souscripteur prédit moyennant un versement en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,00 €) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Déclaration de la comparante

Le(s) associé(s) déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifie(nt) que les fonds/biens/ droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Frais.

Les frais mis à charge de la société à raison de sa constitution sont évalués à la somme de huit cents euros (800,00 €).

Assemblée générale extraordinaire

Et de suite, la comparante susnommée, représentant l'intégralité du capital social de la société, s'est réunie en assemblée générale extraordinaire et a pris sur ordre du jour conforme, les résolutions suivantes:

- Le siège social de la société est fixé à L-9161 Ingeldorf, 19, rue de la Sûre;
- Le nombre des gérants est fixé à deux
- Est nommé gérant technique de la société Madame Elisabeth SIMOES, préqualifiée,
- Est nommé gérant administratif de la société, Monsieur Mike LEMOS, vendeur, né le 9 juin 1976 à Ettelbruck, demeurant à L-9220 Diekirch, 56, rue Clairefontaine;
- La société sera engagée en toutes circonstances par la signature conjointe des deux gérants.
- Les mandats ci-dessus conférés restent valables jusqu'à décision contraire de l'assemblée générale.

Rien d'autre n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée.

DONT ACTE, fait et passé à Ettelbruck, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Elisabeth SIMOES, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, Le 6 juin 2014. Relation: DIE/2014/7250. Reçu soixante-quinze euros 75,00-€.

Le Receveur pd (signé): Recken.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 14 juin 2014.

Référence de publication: 2014083587/96.

(140098810) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2014.

Saproman Invest, Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 172.486.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014081160/9.

(140095196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2014.

ODS, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5751 Frisange, 65, rue Robert Schuman.
R.C.S. Luxembourg B 131.895.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014081025/10.

(140095382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2014.

Oppidum, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 133.881.

Le Bilan pour la période du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 5 juin 2014.

Référence de publication: 2014081033/11.

(140095538) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2014.

Atalaya Management Luxco Investment S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 179.332.

In the year two thousand and fourteen, on the twelfth day of June,
Before Maître Francis Kessler, notary, residing in Esch-sur-Alzette (Grand Duchy of Luxembourg),
was held

the extraordinary general meeting (the "Meeting") of the shareholders of Atalaya Management Luxco Investment S.C.A., a société en commandite par actions incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register with number B179.332 (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg, on 4 July 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2371 on 26 September 2013. The articles of incorporation of the Company were last amended pursuant to a deed of the undersigned notary, on 25 April 2014 not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The Meeting is chaired by Mrs. Fanny Kindler, lawyer, with professional address in Luxembourg (the "Chairman").

The Chairman appoints M. Mickaël Emeraux, maître en droit, with professional address in Luxembourg, as secretary of the Meeting (the "Secretary").

The Meeting elects M. Mickaël Emeraux, maître en droit, with professional address in Luxembourg, as scrutineer of the Meeting (the "Scrutineer").

(The Chairman, the Secretary and the Scrutineer are collectively referred to as the "Board of the Meeting").

All the shareholders are present or represented at the Meeting and the number of shares they hold are indicated on an attendance list which will remain attached to the present deed after having been signed by the appearing parties and the notary.

The proxies of the shareholders represented at the present Meeting will also remain attached to the present deed and signed by all the parties.

The Board of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declares and requests the notary to record that:

I. 100% of the share capital of the Company, is duly represented at this Meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda, hereinafter reproduced;

II. the agenda of the Meeting is as follows:

1. Decrease of the share capital of the Company by an aggregate amount of one million one hundred and seventy thousand two hundred and thirty-five euro and eighty-seven cents (EUR 1,170,235.87) through the deletion of fifty million six hundred and twelve thousand seven hundred and ninety-four (50,612,794) Class 1 Preferences Shares, fifty million six hundred and twelve thousand seven hundred and ninety-one (50,612,791) Class 2 Preferences Shares, fifteen million seven hundred and ninety-eight thousand one (15,798,001) Class 3 Preferences Shares and one (1) Class 4 Preference Share, having a par value of one cent (EUR 0.01) each.

2. Decision to eliminate the Class 4 Preference Share class in the share capital of the Company.
3. Decision to create a new class of shares to be named Class C2 Ordinary Shares in the share capital of the Company and related rights as set forth in the fifth resolution.
4. Reclassification of the sixty-four thousand three hundred and ninety-four (64,394) Class C1 ordinary shares reclassified into Class C1 ordinary shares pursuant to a deed passed on 25 April 2014 in front of the undersigned notary, into sixty-four thousand three hundred and ninety-four (64,394) Class C2 Ordinary Shares.

5. Full restatement of the articles of association of the Company.

III. The shareholders of the Company present or represented have perfect knowledge of the agenda of the Meeting which has been communicated to them previously.

The Meeting, after deliberation, unanimously passed the following resolutions:

First Resolution

The Meeting resolves to decrease the share capital of the Company by an aggregate amount of one million one hundred and seventy thousand two hundred and thirty-five euro and eighty-seven cents (EUR 1,170,235.87) through the deletion of fifty million six hundred and twelve thousand seven hundred and ninety-four (50,612,794) Class 1 Preferences Shares, fifty million six hundred and twelve thousand seven hundred and ninety-one (50,612,791) Class 2 Preferences Shares, fifteen million seven hundred and ninety-eight thousand one (15,798,001) Class 3 Preferences Shares and one (1) Class 4 Preference Share, having a par value of one cent (EUR 0.01) each, owned by the Company.

Second Resolution

The Meeting resolves to eliminate the Class 4 Preference Share class in the share capital of the Company.

Third Resolution

The Meeting resolves to create a new class of shares to be named Class C2 Ordinary Shares in the share capital of the Company and related rights as set forth in the fifth resolution.

Fourth Resolution

The Meeting resolves to reclassify the sixty-four thousand three hundred and ninety-four (64,394) Class C1 ordinary shares reclassified into Class C1 ordinary shares pursuant to a deed passed on 25 April 2014 in front of the undersigned notary, into sixty-four thousand three hundred and ninety-four (64,394) Class C2 Ordinary Shares.

Fifth Resolution

As a consequence of the above resolutions, the Meeting resolves to fully restate the articles of association of the Company, which shall now read as follows:

"Chapter I. - Name - Registered office - Duration - Object

Art. 1. Name. There exists a company in the form of a société en commandite par actions under the name of Atalaya Management Luxco Investment S.C.A. (the "Company") which shall be governed by the law of August 10, 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), by any Securityholders Agreement and by the present articles of association.

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Within the same municipality, the registered office of the Company may be transferred by resolution of the Manager. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Manager.

In the event that the Manager determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent, which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg company.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period of time.

Art. 4. Purpose. The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

Art. 5. Shareholders Liability. The Manager is jointly and severally liable for all liabilities which cannot be paid out of the assets of the Company. The other shareholders (for the avoidance of doubt, not including the Manager), being the holder(s) of shares (other than the Manager Shares) shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as shareholders in general meetings and shall only be liable to the extent of their contributions to the Company.

Chapter II. - Share capital, Shares

Art. 6. Corporate Capital.

6.1 Subscribed Capital.

The subscribed capital of the Company is set at three hundred and sixty-six thousand, three hundred and eighty-five euro and ninety-two cents (EUR 366,385.92) represented by fully paid-up shares, consisting of:

- (a) Zero (0) Class 1 Preference Shares with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each (the "Class 1 Preference Shares");
- (b) Zero (0) Class 2 Preference Shares with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each (the "Class 2 Preference Shares");
- (c) thirty-four million eight hundred and fourteen thousand seven hundred and eighty-eight (34,814,788) Class 3 Preference Shares with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each (the "Class 3 Preference Shares");
- (d) One thousand two hundred and eighty-eight (1,288) Class A Ordinary Shares with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each (the "Class A Ordinary Shares");
- (e) thirty-nine thousand and twenty-four (39,024) Class B1 Ordinary Shares with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each (the "Class B1 Ordinary Shares");
- (f) thirty-nine thousand and fourteen (39,014) Class B2 Ordinary Shares with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each (the "Class B2 Ordinary Shares");
- (g) sixty-four thousand three hundred and ninety-four (64,394) Class C1 Ordinary Shares with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each (the "Class C1 Ordinary Shares");
- (h) sixty-four thousand three hundred and ninety-four (64,394) Class C2 Ordinary Shares with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each (the "Class C2 Ordinary Shares");
- (i) one million six hundred and fifteen thousand five hundred and ninety (1,615,590) Class D Ordinary Shares with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each (the "Class D Ordinary Shares");
- (j) one hundred (100) Manager Shares with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each."

6.2 The Class 1 Preference Shares.

(a) Description. Save as described in this Article 6.2(a), all Class 1 Preference Shares shall be identical in all respects. Each Class 1 Preference Share will entitle its holder to an amount equal to the Unpaid Preference Amount accrued thereon and, to the extent relevant, an amount equal to the Residual Preference Amount accrued thereon.

(b) Voting Rights. Each Class 1 Preference Share will entitle the holder thereof to one vote on any matters upon which shareholders have the right to vote.

(c) Redemption. The Class 1 Preference Shares may be redeemed by the Manager at any time in the following manner:

(i) the Manager shall give a Redemption Notice to the Class 1 Preference Share holders specifying the date fixed for redemption of those shares; and

(ii) upon the date so fixed for redemption, the Manager shall, subject to any condition specified in the Redemption Notice and Article 6.12, pay to the Class 1 Preference Share holders such monies payable in respect of the redemption of such Class 1 Preference Shares as calculated in accordance with Article 6.2(a), Article 6.12 and Article 6.13, provided that if Class 1 Preference Shares are the only Preference Shares being redeemed:

(i) all references to "Preference Shares" in Article 6.13(a) shall be deemed to be references to "Class 1 Preference Shares";

(ii) the references to "Preference Shares" in the definition of Applicable Percentage in Article 6.17 shall be deemed to be a reference to "Class 1 Preference Shares"; and

(iii) the reference to "Preference Shares" in the definition of Residual Proceeds in Article 6.17 shall be deemed to be a reference to "Class 1 Preference Shares".

All Class 1 Preference Shares purchased or otherwise acquired by the Company shall, if the Manager so directs, be retired with the positive vote of the general meeting of shareholders held in accordance with Article 12 with the effect that the issued number of Class 1 Preference Shares shall be reduced accordingly.

6.3 The Class 2 Preference Shares.

(a) Description. Save as described in this Article 6.3(a), all Class 2 Preference Shares shall be identical in all respects. Each Class 2 Preference Share will entitle its holder to an amount equal to the Unpaid Preference Amount accrued thereon and, to the extent relevant, an amount equal to the Residual Preference Amount accrued thereon.

(b) Voting Rights. Each Class 2 Preference Share will entitle the holder thereof to one vote on any matters upon which shareholders have the right to vote.

(c) Redemption. The Class 2 Preference Shares may be redeemed by the Manager at any time following the Class 1 Preference Shares being redeemed in full (provided the Manager may redeem any Class 2 Preference Shares that are the subject of a Call Option Exercise Notice prior to the Class 1 Preference Shares being redeemed in full) in the following manner:

(i) the Manager shall give a Redemption Notice to the Class 2 Preference Share holders specifying the date fixed for redemption of those shares; and

(ii) upon the date so fixed for redemption, the Manager shall, subject to any condition specified in the Redemption Notice and Article 6.12, pay to the Class 2 Preference Share holders such monies payable in respect of the redemption of such Class 2 Preference Shares as calculated in accordance with Article 6.2(a), Article 6.12 and Article 6.13, provided that if Class 2 Preference Shares are the only Preference Shares being redeemed:

(i) all references to "Preference Shares" in Article 6.13(a) shall be deemed to be references to "Class 2 Preference Shares";

(ii) the references to "Preference Shares" in the definition of Applicable Percentage in Article 6.17 shall be deemed to be a reference to "Class 2 Preference Shares"; and

(iii) the reference to "Preference Shares" in the definition of Residual Proceeds in Article 6.17 shall be deemed to be a reference to "Class 2 Preference Shares".

All Class 2 Preference Shares purchased or otherwise acquired by the Company shall, if the Manager so directs, be retired with the positive vote of the general meeting of shareholders held in accordance with Article 12 with the effect that the issued number of Class 2 Preference Shares shall be reduced accordingly.

6.4 The Class 3 Preference Shares.

(a) Description. Save as described in this Article 6.4(a), all Class 3 Preference Shares shall be identical in all respects. Each Class 3 Preference Share will entitle its holder to an amount equal to the Unpaid Preference Amount accrued thereon and, to the extent relevant, an amount equal to the Residual Preference Amount accrued thereon.

(b) Voting Rights. Each Class 3 Preference Share will entitle the holder thereof to one vote on any matters upon which shareholders have the right to vote.

(c) Redemption. The Class 3 Preference Shares may be redeemed by the Manager at any time following the Class 2 Preference Shares being redeemed in full (provided the Manager may redeem any Class 3 Preference Shares that are the subject of a Call Option Exercise Notice prior to the Class 1 Preference Shares, and the Class 2 Preference Shares being redeemed in full) in the following manner:

(i) the Manager shall give a Redemption Notice to the Class 3 Preference Share holders specifying the date fixed for redemption of those shares; and

(ii) upon the date so fixed for redemption, the Manager shall, subject to any condition specified in the Redemption Notice and Article 6.12, pay to the Class 3 Preference Share holders such monies payable in respect of the redemption of such Class 3 Preference Shares as calculated in accordance with Article 6.2(a), Article 6.12 and Article 6.13.

All Class 3 Preference Shares purchased or otherwise acquired by the Company shall, if the Manager so directs, be retired with the positive vote of the general meeting of shareholders held in accordance with Article 12 with the effect that the issued number of Class 3 Preference Shares shall be reduced accordingly.

6.5 The Class A Ordinary Shares.

(a) Description. All Class A Ordinary Shares shall be identical in all respects. All Class A Ordinary Shares shall share ratably in the payment of dividends, and in any distribution of assets other than by way of dividends, which are allocated on an aggregate basis to such Class A Ordinary Shares.

(b) Voting Rights. Each Class A Ordinary Share will entitle the holder thereof to one vote on any matters upon which shareholders have the right to vote.

(c) Redemption. The Class A Ordinary Shares may be redeemed by the Manager at any time in the following manner:

(i) the Manager shall give a Redemption Notice to the Class A Ordinary Share holders specifying the date fixed for redemption of those shares; and

(ii) upon the date so fixed for redemption, the Manager shall, subject to any condition specified in the Redemption Notice and Article 6.12, pay to the Class A Ordinary Share holders such monies payable in respect of the redemption of such Class A Ordinary Shares as calculated in accordance with Article 6.13.

All Class A Ordinary Shares purchased or otherwise acquired by the Company shall, if the Manager so directs be retired with the positive vote of the general meeting of shareholders held in accordance with Article 12, with the effect that the issued number of Class A Ordinary Shares is reduced accordingly.

6.6 The Class B1 Ordinary Shares.

(a) Description. All Class B1 Ordinary Shares shall be identical in all respects. All Class B1 Ordinary Shares shall share ratably in the payment of dividends, and in any distribution of assets other than by way of dividends, that are allocated on an aggregate basis to such Class B1 Ordinary Shares.

(b) Voting Rights. Each Class B1 Ordinary Share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

(c) Redemption. The Class B1 Ordinary Shares may be redeemed by the Manager at any time in the following manner:

(i) the Manager shall give a Redemption Notice to the Class B1 Ordinary Share holders specifying the date fixed for redemption of those shares; and

(ii) upon the date so fixed for redemption, the Manager shall, subject to any condition specified in the Redemption Notice and Article 6.12, pay to the Class B1 Ordinary Share holders such monies payable in respect of the redemption of such Class B1 Ordinary Shares as calculated in accordance with Article 6.13, provided that, all references to "Class B Ordinary Shares" in Article 6.13(c) shall be deemed to be references to "Class B1 Ordinary Shares".

All Class B1 Ordinary Shares purchased or otherwise acquired by the Company shall, if the Manager so directs, be retired with the positive vote of the general meeting of shareholders held in accordance with Article 12 with the effect that the issued number of Class B1 Ordinary Shares is reduced accordingly.

6.7 The Class B2 Ordinary Shares.

(a) Description. All Class B2 Ordinary Shares shall be identical in all respects. All Class B1 Ordinary Shares shall share ratably in the payment of dividends, and in any distribution of assets other than by way of dividends, that are allocated on an aggregate basis to such Class B2 Ordinary Shares.

(b) Voting Rights. Each Class B2 Ordinary Share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

(c) Redemption. The Class B2 Ordinary Shares may be redeemed by the Manager at any time following the Class B1 Ordinary Shares being redeemed in full (provided the Manager may redeem any Class B2 Ordinary Shares that are the subject of a Call Option Exercise Notice prior to the Class B1 Ordinary Shares being redeemed in full) in the following manner:

(i) the Manager shall give a Redemption Notice to the Class B2 Ordinary Share holders specifying the date fixed for redemption of those shares; and

(ii) upon the date so fixed for redemption, the Manager shall, subject to any condition specified in the Redemption Notice and Article 6.12, pay to the Class B2 Ordinary Share holders such monies payable in respect of the redemption of such Class B2 Ordinary Shares as calculated in accordance with Article 6.13, provided that, all references to "Class B Ordinary Shares" in Article 6.13(c) shall be deemed to be references to "Class B2 Ordinary Shares".

All Class B2 Ordinary Shares purchased or otherwise acquired by the Company shall, if the Manager so directs, be retired with the positive vote of the general meeting of shareholders held in accordance with Article 12 with the effect that the issued number of Class B2 Ordinary Shares is reduced accordingly.

6.8 The Class C1 Ordinary Shares.

(a) Description. All Class C1 Ordinary Shares shall be identical in all respects. All Class C1 Ordinary Shares shall share ratably in the payment of dividends, and in any distribution of assets other than by way of dividends, that are allocated on an aggregate basis to such Class C1 Ordinary Shares.

(b) Voting Rights. Each Class C1 Ordinary Share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

(c) Redemption. Class C1 Ordinary Shares will not be subject to mandatory redemption (except as may from time to time be set forth in a separate agreement). If Class C1 Ordinary Shares are redeemed:

(i) the Manager shall give a Redemption Notice to the Class C1 Ordinary Share holders specifying the date fixed for redemption of those shares; and

(ii) upon the date so fixed for redemption, the Manager shall, subject to any condition specified in the Redemption Notice and Article 6.12, pay to the Class C1 Ordinary Share holders such monies payable in respect of the redemption of such Class C1 Ordinary Shares as calculated in accordance with Article 6.13, provided that, all references to "Class C Ordinary Shares" in Article 6.13(d) shall be deemed to be references to "Class C1 Ordinary Shares".

All Class C1 Ordinary Shares purchased or otherwise acquired by the Company shall, if the Manager so directs, be retired with the positive vote of the general meeting of shareholders held in accordance with Article 12 with the effect that the issued number of Class C1 Ordinary Shares is reduced accordingly.

6.9 The Class C2 Ordinary Shares.

(a) Description. All Class C2 Ordinary Shares shall be identical in all respects. All Class C2 Ordinary Shares shall share ratably in the payment of dividends, and in any distribution of assets other than by way of dividends, that are allocated on an aggregate basis to such Class C2 Ordinary Shares.

(b) Voting Rights. Each Class C2 Ordinary Share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

(c) Redemption. Class C2 Ordinary Shares will not be subject to mandatory redemption (except as may from time to time be set forth in a separate agreement). If Class C2 Ordinary Shares are redeemed:

(i) they shall only be redeemed after the Class C1 Ordinary Shares have been redeemed in full (provided the Manager may redeem any Class C2 Ordinary Shares that are the subject of a Call Option Exercise Notice prior to the Class C1 Ordinary Shares being redeemed in full);

(ii) the Manager shall give a Redemption Notice to the Class C2 Ordinary Share holders specifying the date fixed for redemption of those shares; and

(iii) upon the date so fixed for redemption, the Manager shall, subject to any condition specified in the Redemption Notice and Article 6.12, pay to the Class C2 Ordinary Share holders such monies payable in respect of the redemption of such Class C2 Ordinary Shares as calculated in accordance with Article 6.13, provided that, all references to "Class C Ordinary Shares" in Article 6.13(d) shall be deemed to be references to "Class C2 Ordinary Shares".

All Class C2 Ordinary Shares purchased or otherwise acquired by the Company shall, if the Manager so directs, be retired with the positive vote of the general meeting of shareholders held in accordance with Article 12 with the effect that the issued number of Class C2 Ordinary Shares is reduced accordingly.

6.10 The Class D Ordinary Shares.

(a) Description. All Class D Ordinary Shares shall be identical in all respects. All Class D Ordinary Shares shall share ratably in the payment of dividends, and in any distribution of assets other than by way of dividends, that are allocated on an aggregate basis to such Class D Ordinary Shares.

(b) Voting Rights. Each Class D Ordinary Share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

(c) Redemption. Class D Ordinary Shares will not be subject to mandatory redemption (except as may from time to time be set forth in a separate agreement). If Class D Ordinary Shares are redeemed:

(i) the Manager shall give a Redemption Notice to the Class D Ordinary Share holders specifying the date fixed for redemption of those shares; and

(ii) upon the date so fixed for redemption, the Manager shall, subject to any condition specified in the Redemption Notice and Article 6.12, pay to the Class D Ordinary Share holders such monies payable in respect of the redemption of such Class D Ordinary Shares as calculated in accordance with Article 6.13.

All Class D Ordinary Shares purchased or otherwise acquired by the Company shall, if the Manager so directs, be retired with the positive vote of the general meeting of shareholders held in accordance with Article 12 with the effect that the issued number of Class D Ordinary Shares is reduced accordingly.

6.11 The Manager Shares.

(a) Description. All Manager Shares shall be identical in all respects. All Manager Shares shall share ratably in the payment of dividends and in any distribution of assets other than by way of dividends, which are allocated on an aggregate basis to such Manager Shares.

(b) Voting Rights. Each Manager Shares will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

(c) Redemption; Convertibility. Manager Shares will not be subject to mandatory redemption (except as may from time to time be set forth in a separate agreement) and will not be convertible into any other shares.

6.12 Share Redemption and Convertibility.

(a) Redeemable Shares. Each class of Shares (other than the Manager Shares) shall be redeemable in accordance with the provision of article 49-8 of the Law. Redeemable shares bear the same rights to receive dividends and distributions of assets other than by way of dividends and have the same voting rights as non-redeemable Shares, if any. Except as otherwise provided in these Articles or in any Securityholders Agreement, subscribed and fully paid-in redeemable shares shall be redeemable in accordance with Articles 6.2 to 6.11 (inclusive) and the provisions of article 49-8 of the Law. The redemption of redeemable shares can only be made by using sums available for distribution in accordance with article 72-1 of the Law (distributable funds, inclusive without limitation of the extraordinary reserve established with the funds received by the Company as an issue premium) or the proceeds of a new issue made with the purpose of such redemption. Following redemption, redeemed shares bear no voting rights, and shall have no rights to receive dividends or other distributions or liquidation proceeds. Redeemed shares may be cancelled upon request of the Manager by a positive vote of the general meeting of shareholders held in accordance with Article 12.

(b) Special Reserve. An amount equal to the nominal value, or, in the absence thereof, the accounting par value, of all the shares redeemed must be included in a reserve which cannot be distributed to the shareholders except in the event of a capital reduction of the subscribed share capital; the reserve may only be used to increase the subscribed share capital by capitalization of reserves.

(c) Redemption Price. Except as provided otherwise in these Articles or any Securityholders Agreement, the redemption price of the redeemable shares shall be calculated by the Manager, or by such person appointed by the Manager, on the basis of the net asset value of all assets and liabilities of the Company. The net asset value of the Company's shares shall be expressed as a per share figure and shall be determined in respect of any valuation day by dividing the net assets of the Company, being the value of the Company's assets less its liabilities at close of business on that day, by the number

of shares of the Company then outstanding at such close of business, in accordance with the rules the Manager shall regard as fair and equitable. In the absence of any bad faith, gross negligence or overt error, any calculation of the redemption price by the Manager shall be conclusive and binding on the Company and on its present, past and future shareholders.

(d) Redemption Procedure. Except as provided otherwise in these Articles or in any Securityholders Agreement, written notice shall be sent by registered mail or internationally recognized overnight courier to each registered shareholder of the Shares to be redeemed, at his or her address last shown in the shareholders register of the Company, notifying such holder of the number of shares so to be redeemed, specifying the redemption date, the redemption price and the procedures necessary to submit the Shares to the Company for redemption. Each holder of Shares to be redeemed shall surrender the certificate or certificates, if any, issued in relation to such Shares to the Company. The redemption price of such Shares shall be payable to the order of the person whose name appears on the share register as the owner thereof on the bank account provided to the Company by such shareholder before the redemption date.

(e) Convertibility. The Shares shall not be convertible into any other class of shares.

6.13 Distributions to Shareholders. If any Distribution to shareholders is determined to be made by the Manager (whether by dividend or otherwise), the shareholders of the Company will be entitled to receive Distributions, when, as, and if declared by the Manager out of funds legally available therefor, in accordance with applicable law, subject to the retention of, or payment to third parties of, such funds as it deems necessary with respect to the reasonable business needs of the Company which shall include, without limitation, the payment or the making of provision for the payment when due of the Company's obligations, including, without limitation, the payment of any management or administrative fees and expenses or any other obligations. All Distributions with respect to the Shares shall be made when and as declared by the Manager to the shareholders in the following manner:

(a) Distributions on Preference Shares shall only be made using amounts received by the Company from its holding of Gibco Preference Shares. Any Distribution made constituting a payment of Unpaid Preference Amount shall be made to the holders of Preference Shares pro rata based on the Unpaid Preference Amount accrued on each Preference Share. Any Distribution made constituting a payment of Residual Preference Amount shall be made to the holders of Preference Shares pro rata based on the Applicable Percentage of each Preference Share.

(b) Distributions on Class A Ordinary Shares shall only be made using amounts received by the Company from its holding of Gibco A Ordinary Shares and shall be made to the holders of Class A Ordinary Shares pro rata based on the number of Class A Ordinary Shares they each hold;

(c) Distributions on Class B Ordinary Shares shall be made to the holders of Class B Ordinary Shares pro rata based on the number of Class B Ordinary Shares they each hold;

(d) Distributions on Class C Ordinary Shares shall be made to the holders of Class C Ordinary Shares pro rata based on the number of Class C Ordinary Shares they each hold; and

(e) Distributions on Class D Ordinary Shares shall only be made using amounts received by the Company from its holding of Gibco D Ordinary Shares and shall be made to the holders of Class D Ordinary Shares pro rata based on the number of Class D Ordinary Shares they each hold.

6.14 Liquidation Rights.

In the event of a liquidation, after payment of all debts and liabilities of the Company, the residual assets of the Company will be distributed to the shareholders in accordance with the rights attaching to each class of share. Neither a merger nor consolidation of the Company into or with any other entity or entities, nor a merger or consolidation of any other entity or entities into or with the Company, nor a sale, transfer, lease or exchange (for cash, securities or other consideration) of all or any part of the assets of the Company shall be deemed to be a liquidation within the meaning of this Article 6.14, unless such merger, consolidation, sale, transfer, lease or exchange shall be in connection with or intended to be a plan of complete liquidation, dissolution or winding up of the Company.

6.15 Authorised Capital.

The authorised capital, including the issued share capital, is set at one million eight hundred and thirty eight thousand seven hundred and eighty three euro and thirty four cents (EUR 1,838,783.34), consisting of sixty million five hundred and eighty thousand five hundred and ninety five (60,580,595) Class 1 Preference Shares, sixty million five hundred and eighty thousand five hundred and ninety (60,580,590) Class 2 Preference Shares, sixty million five hundred and eighty thousand five hundred and eighty seven (60,580,587) Class 3 Preference Shares, one thousand five hundred and forty one (1,541) Class A Ordinary Shares, forty six thousand, seven hundred and ten (46,710) Class B1 Ordinary Shares, forty six thousand six hundred and ninety eight (46,698) Class B2 Ordinary Shares, seventy-seven thousand and seventy-five (77,075) Class C1 Ordinary Shares, seventy-seven thousand and seventy-five (77,075) Class C2 Ordinary Shares, one million eight hundred and eighty seven thousand three hundred and sixty three (1,887,363) Class D Ordinary Shares and one hundred (100) Manager Shares, each having a nominal value of one cent (EUR 0.01). During the period of five (5) years from the date of the publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of the resolutions pursuant to which the above authorised capital was inserted in these articles of association, the Manager is hereby authorized to issue shares, to grant options to subscribe for shares and, for the avoidance of doubt, to issue any instruments convertible into shares, to such persons and on such terms as it shall see fit, and specifically to proceed to such issue without reserving for the existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares issued. Such authorisation may be renewed

one or more time through a resolution of the general meeting of the shareholders, each time for a period not exceeding 5 years.

6.16 Amendment of the subscribed capital and the authorized share capital.

The subscribed capital and the authorized capital of the Company may be increased or reduced by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum as for the amendment of the present Articles.

6.17 Definitions.

For the purpose of these Articles:

"Accrual Period" means a period of 365 days and, in respect of any Preference Share, the first Accrual Period shall commence on its Date of Acquisition.

"Applicable Percentage" means, with respect to a Preference Share as at any date of determination, a percentage equal to: (i) a fraction (x) the numerator of which equals the Unpaid Preference Amount on such Preference Share and (y) the denominator of which equals the total Unpaid Preference Amounts on all Preference Shares, (ii) multiplied by 100.

"Articles" means the articles of association of the Company as amended from time to time.

"Atalaya Luxco Topco" means Atalaya Luxco Topco, a société en commandite par actions organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

"Class B Ordinary Shares" means the Class B1 Ordinary Shares and Class B2 Ordinary Shares.

"Class C Ordinary Shares" means the Class C1 Ordinary Shares and the Class C2 Ordinary Shares.

"Class D Ordinary Shares" means the Class D Ordinary Shares.

"Call Option Exercise Notice" means any exercise notice delivered to an Executive and/or a shareholder pursuant to which all or a portion of such shareholder's shares are to be redeemed or repurchased pursuant to, and in accordance with the terms of, a call option.

"Company" has the meaning provided in Article 1.

"Control" shall mean in respect of a Person, the power directly or indirectly to manage or govern such Person, or to appoint the managing and governing bodies of such Person, or a majority of the members thereof if they decide collectively, whether through the ownership of voting securities, by contract or otherwise (in such respect, a limited partnership shall be deemed to be Controlled by its general partner).

"Date of Acquisition" means, with respect to a Preference Share, the date on which such Preference Share was issued by the Company.

"Date of Purchase" with respect to any share, means the date of subscription for, purchase of and/or conversion into such share.

"Distribution" means a dividend or other distribution made by the Company to a shareholder with respect to any shares, whether in cash, property or securities of the Company and whether by liquidating distribution or otherwise; provided that none of the following shall be deemed a Distribution for the purposes of these Articles: (a) any distribution in connection with a recapitalization or exchange of securities of the Company; (b) any distribution in connection with an ownership interest split or dividend; and (c) any redemption or repurchase by the Company of any shares held by (or on behalf) of an Executive or former Executive or any such Person's Permitted Transferees upon or following the termination of the relevant Executive's employment, directorship or consultancy with a Group Company.

"Executive" means any Securityholder who is a natural Person and who, at the relevant time, is an employee, director or officer of a Group Company or is engaged as a consultant for a Group Company.

"Gibco" means Atalaya Management (Gibco) Limited a company organised under the laws of Gibraltar.

"Gibco Preference Shares" means the preference shares with nominal value of EUR 0.01 issued by Gibco.

"Gibco A Ordinary Shares" means the class A ordinary shares with nominal value of EUR 0.01 issued by Gibco.

"Gibco B Ordinary Shares" means the class B ordinary shares with nominal value of EUR 0.01 issued by Gibco.

"Gibco C Ordinary Shares" means the class C ordinary shares with nominal value of EUR 0.01 issued by Gibco.

"Gibco D Ordinary Shares" means the class D ordinary shares with nominal value of EUR 0.01 issued by Gibco.

"Group" means Atalaya Luxco Topco together with any company which is a Subsidiary of Atalaya Luxco Topco from time to time and "Group Company" means any one of them.

"Liquidity Event" means the receipt by the Company of any dividends or other distributions (including liquidation proceeds) in respect of its holding of Gibco Preference Shares (other than in connection with any redemption, repurchase, sale or transfer of any shares held by (or on behalf) of an Executive or former Executive or any such Person's Permitted Transferees upon or following the termination of the relevant Executive's employment, directorship or consultancy with a Group Company).

"Manager" has the meaning provided in Article 8.

"Manager Shares" means the shares from time to time issued by the Company to the Manager.

"Permitted Transferees" means any Person that is 100% legally and beneficially owned by, and established for the sole benefit of, an Executive or his or her spouse or children.

"Person" means an individual, a partnership, a corporation, a limited liability company, an association, a joint stock company, a trust, a joint venture, an unincorporated organization and a governmental entity or any department, agency or political subdivision thereof.

"pro rata" as used herein, shall permit the separate treatment of odd lots and fractional shares and shall permit rounding to the nearest whole number.

"Preference Amount" means, with respect to a Preference Share for each Accrual Period (or partial Accrual Period) during which such Preference Share is outstanding, an amount accruing each day during such Accrual Period at an annual rate (on the basis of the actual number of days elapsed during such Accrual Period and a year of 360 days) equal to 8% of the sum of: (i) the Unreturned Issue Price of such Preference Share; and (ii) any Unpaid Preference Amount accruing to such Preference Share for all prior Accrual Periods.

"Preference Shares" means the Class 1 Preference Shares, the Class 2 Preference Shares and the Class 3 Preference Shares.

"Redemption Notice" means a notice from the Manager to a holder of shares notifying such holder that all or some of such holder's shares are to be redeemed pursuant to (as the case may be) Article 6.2(c), Article 6.3(c), Article 6.4(c), Article 6.5(c), Article 6.6(c), Article 6.7(c), Article 6.8(c), Article 6.9(c) and/or Article 6.10(c) (as the case may be).

"Residual Preference Amount" means, with respect to a Preference Share, an amount equal to the Residual Proceeds multiplied by the Applicable Percentage attributable to such Preference Share.

"Residual Proceeds" means, with respect to a Liquidity Event, an amount equal to the difference (if any) between: (i) the amount received by the Company in respect of such Liquidity Event; and (ii) the total Unpaid Preference Amounts on all Preference Shares as at any date of determination following such Liquidity Event.

"Securityholders Agreement" means any written agreement which may be entered into from time to time between, amongst others, the Company and Securityholders.

"Securities" means (i) the Shares and all other equity and debt securities issued by the Company from time to time (which, for the avoidance of doubt, shall include each any preferred equity certificates and convertible preferred equity certificates issued by the Company but exclude any promissory note issued to or for the benefit of an Executive or a Securityholder) and (ii) any securities of any Person issued or issuable directly or indirectly with respect to the securities referred to in clause (i) above, by way of a dividend or split or in connection with a combination of securities, recapitalization, merger, consolidation or other reorganization including a capitalization or exchange, notwithstanding any subsequent Transfer or assignment thereof.

"Securityholder" means, at any time, a holder of Securities at such time.

"shareholder" means, at any time, a holder of shares of the Company at such time.

"Shareholders' Register" has the meaning provided in Article 7.1.

"share" means any share of any class of the Company issued from time to time.

"Shares" means the Class 1 Preference Shares, the Class 2 Preference Shares, the Class 3 Preference Shares, the Class A Ordinary Shares, the Class B Ordinary Shares, the Class C Ordinary Shares, the Class D Ordinary Shares and the Manager Shares.

"Subsidiary" or "Subsidiaries" means, with respect to any Person, any or all other Person(s) of which a majority of the total voting power of shares of stock or other equity interests entitled (without regard to the occurrence of any contingency) to vote in the election of directors, managers or trustees thereof is at the time owned or Controlled, directly or indirectly, by such Person or one or more of such Person's other Subsidiaries or a combination thereof. For the purposes hereof, a Person or Persons shall be deemed to have a majority ownership interest in a limited liability company, partnership, association or other business entity if such Person or Persons shall be allocated a majority of limited liability company, partnership, association or other business entity gains or losses or if such Person or Persons Control such entity.

"Supervisory Board" has the meaning provided in Article 11.1.

"Transfer" or "transfer" means a direct or indirect sale transfer, assignment, pledge, hypothecation or other encumbrance or disposal of (whether for consideration or not and whether voluntarily or involuntarily or by operation of law) any direct or indirect interest in any Person.

"Unpaid Preference Amount" means, with respect to any Preference Share as at any date of determination, an amount equal to the difference (if any) between: (a) the aggregate Preference Amount accrued to such Preference Share from (and including) its Date of Acquisition to (but excluding) such date of determination; and (b) the aggregate amount of Distributions made by the Company that constitute payment of the Preference Amount on such Preference Share, and, in the event of a redemption of any Preference Share, "Unpaid Preference Amount" shall be deemed to include the Unreturned Issue Price of such Preference Share.

"Unreturned Issue Price" means, with respect to any Preference Share, an amount equal to the difference (if any) between: (a) the nominal value of such Preference Share; and (ii) the aggregate amount of Distributions made by the Company that constitute repayment of the nominal value of such Preference Share.

Art. 7. Shares, Shareholders Register, and Share Transfers.

7.1 Shareholders Register.

All shares will be and remain in the form of registered shares. Holders of shares, bonds or debt securities issued by the Company in registered form may not require conversion thereof in shares, bonds or debt securities in bearer form. A shareholders' register which may be examined by any shareholder will be kept at the registered office. The register will contain the date of issuance of each share, the precise designation of each shareholder and the indication of the number of shares held, the indication of the payments made on the shares as well as the transfers of shares and the dates thereof (the "Shareholders' Register"). Each shareholder will notify to the Company by registered letter its address and any change thereof. The Company will be entitled to rely on the last address thus communicated. Certificates of these recordings shall be issued and signed by the Manager upon request of the relevant shareholder.

7.2 Share Ownership.

Ownership of the registered share will result from the recordings in the shareholders' register. The Company recognizes only one owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such share(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) must appoint one single representative to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such representative shall imply a suspension of all rights attached to such shares.

7.3 Miscellaneous

The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the holders of shares will not cause the dissolution of the Company.

7.4 Share Transfer.

(a) Declaration of Transfer. The transfers of shares will be carried by a declaration of transfer registered into the shareholders' register, dated and signed by the transferor and the transferee or by their representative(s). The transfers of shares may also be carried out in accordance with the rules on the transfer of claims laid down in article 1690 of the Luxembourg Civil Code. Furthermore, the Company may accept and register into the shareholders' register any transfer referred to in any correspondence or other document showing the consent of the transferor and the transferee.

(b) Limitations on Transfer. Prior to the tenth anniversary of the Date of Purchase of any share, or during such shorter period as may be consistent with applicable law, the holder of such share may not validly transfer such share without the prior written approval of the Manager or unless otherwise permitted pursuant to this Article 7.4.

(c) Permitted Transfers. The restrictions set forth in this Article 7.4 shall not apply with respect to (i) any Transfer of shares by the holder thereof to any of such holder's Permitted Transferees, after delivering written notice of such Transfer to the Manager, or (ii) any Transfer of shares pursuant to any agreement entered into between the Company and the holder of such shares; provided, that, the restrictions contained in this Article 7.4 will continue to apply to any shares held by any assignee or transferee; provided further that, any shares Transferred pursuant to this Article 7.4(c) to a Permitted Transferee shall be transferred back to the transferor promptly upon such Permitted Transferee ceasing to be a Permitted Transferee.

(d) Transfer of Manager Shares. The Manager Shares held by the Manager is not transferable except to a successor manager to be appointed in accordance with Article 8.

(e) Transfers in Violation of the Articles. Any Transfer or attempted Transfer of any shares in violation of any provision of these Articles shall be void and of no effect, and the Company shall not give effect to such Transfer nor record such Transfer on its books or treat any purported transferee of such shares as the owner of such shares for any purpose.

Chapter III. - Management

Art. 8. Manager. The Company shall be managed by Atalaya Management Luxco, a société à responsabilité limitée organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in its capacity as manager of the Company (referred to herein as the "Manager"). The other shareholders shall neither participate in nor interfere with the management of the Company. In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the Manager from acting as manager of the Company, the Company shall not immediately be dissolved and liquidated, provided the Supervisory Board, as provided for in Article 11 hereof, appoints an administrator, who need not be a shareholder, in order that he effect urgent management acts, until a general meeting of shareholders is held, which such administrator shall convene within 15 days of his appointment. At such general meeting, the shareholders may appoint a successor manager, in accordance with the quorum and majority requirements for amendment of these Articles. Failing such appointment, the Company shall be dissolved and liquidated. Any such appointment of a successor manager shall not be subject to the approval of the Manager.

Art. 9. Powers of the Manager.

9.1 General Powers.

The Manager is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposal within the Company's stated object. All powers not expressly reserved by law or by these Articles to the general meeting of shareholders or to the Supervisory Board are within the powers of the Manager.

9.2 Enforcement of Rights.

The Manager shall act, in its reasonable good faith judgment, in the best interests of the Company and its Security-holders, shall use reasonable efforts to enforce any rights granted to the Company under the governing documents of, or pursuant to the terms of any securityholders agreement entered into by, any Person in respect of which it directly or indirectly holds securities.

Art. 10. Third Parties. The Company is validly bound vis-à-vis third parties by the signature of the Manager, or by the signature(s) of any other person(s) to whom authority has been delegated by the Manager at its sole discretion.

Chapter IV. - Supervision

Art. 11. Supervisory Board.

11.1 Supervisory Board Members.

The business of the Company and its financial situation, in particular its books and accounts shall be supervised by a Conseil de Surveillance (the "Supervisory Board") comprising at least three members, who need not be shareholders. For the carrying out of its supervisory duties, the Supervisory Board shall have the powers of a statutory auditor, as provided for by article 62 of the Law. The Supervisory Board may be consulted by the Manager on such matters as the Manager may determine and may authorize any actions taken by the Manager that may, pursuant to law or regulation or under these Articles, exceed the powers of the Manager. The members of the Supervisory Board shall be elected by the annual general meeting of shareholders for a period of up to 6 years and shall hold office until their successors are elected. The members of the Supervisory Board are re-eligible for election and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution adopted by the general meeting of shareholders. The Supervisory Board may elect one of its members as chairman.

11.2 Meetings of the Supervisory Board.

The Supervisory Board shall be convened by its chairman or by the Manager. A meeting of the Supervisory Board must be convened if any of its members so requests.

11.3 Notices.

Written notice of any meeting of the Supervisory Board shall be given to all its members at least twenty-four (24) hours prior to the date set for such meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature of such emergency shall be detailed in the notice of meeting. The notice will indicate the place of the meeting and it will contain the agenda thereof. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telex, facsimile or any other similar means of communication, a copy being sufficient. Special notices shall not be required for meetings held at times and places fixed in a calendar previously adopted by the Supervisory Board.

11.4 Chairman.

The chairman, if any, of the Supervisory Board will preside at all meetings of such board, but in his absence the Supervisory Board will appoint another member of the Supervisory Board as chairman pro tempore by vote of the majority present at such meeting. Any member may act at any meeting by appointing another member as his proxy in writing, by telegram, telex or facsimile or any other similar means of communication, a copy being sufficient. A member may represent several of his colleagues.

11.5 Resolutions.

The Supervisory Board can deliberate or act validly only if at least a majority of the members are present or represented. Resolutions are taken by a majority vote of the members present or represented. The resolution supported by the chairman will be adopted if votes are even.

11.6 Minutes.

Resolutions of the Supervisory Board are to be recorded in minutes and signed by the chairman of the meeting. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere shall be validly signed by the chairman of the meeting or any two members.

11.7 Written Resolutions - Conference Call.

Written resolutions, approved and signed by all the members of the Supervisory Board, shall have the same effect as resolutions voted at a meeting of the Supervisory Board; each member shall approve such resolution in writing, by telegram, telex, facsimile or any other similar means of communication, a copy being sufficient. All such documents shall together form the document which proves that such resolution has been taken. Any member of the Supervisory Board may participate in any meeting of the Supervisory Board by conference-call or by other similar means of communication allowing all the Persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

11.8 Liability.

No member of the Supervisory Board assumes, by reason of his membership thereof, any personal liability in relation to commitments regularly made by the members of the Supervisory Board in the name of the Company. They are authorized agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

11.9 Indemnity.

(a) Indemnity. The Company shall indemnify, to the greatest extent permitted by law, any member of the Supervisory Board and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a member of the Supervisory Board of the Company and from which he shall not be entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for negligence or misconduct; in the event of settlement, indemnification shall only be provided in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

(b) Expenses. The Company shall pay the expenses incurred by any person indemnifiable hereunder in connection with any proceeding in advance of the final disposition, so long as the Company receives a written and legally binding undertaking by such person to repay the full amount advanced if there is a final determination that such person is not entitled to indemnification. The termination of any action, suit or proceeding by judgment, order, settlement, conviction, or a plea of nolo contendere or its equivalent, shall not of itself, create a presumption that the indemnifiable person did not satisfy the standard of conduct entitling him or her to indemnification hereunder. The Company shall make a cash payment to such indemnifiable person equal to the full amount to be indemnified promptly upon notification of an obligation to indemnify from the indemnifiable person supported by such information as the Company shall reasonably require.

11.10 Conflicts.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that the Manager or any one or more of the managers or officers of the Manager has any interest in, or is a manager, associate, officer or employee of such other company or firm. Any manager or officer of the Manager who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company contracts or otherwise engages in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

11.11 Replacement by independent auditor

The institution of the Supervisory Board will be suppressed if and when the Company appoints one or more approved independent auditor(s) (réviseurs d'entreprises agréés) in accordance with article 69 (1) of the law of 19 December 2002 concerning the register of commerce and companies and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended.

The independent auditor is appointed by the general meeting of shareholders, which shall fix his remuneration and the term of his office. The independent auditor shall fulfil all duties prescribed by law.

Chapter V. - General meeting of the shareholders

Art. 12. Shareholder Meetings.

12.1 Powers. The general meeting of shareholders represents all the shareholders of the Company. The general meeting of shareholders shall have the power to vote on the approval of the annual accounts, on the amendment of the articles of incorporation and on all other items which pursuant to the Law, require the approval of the general meeting of shareholders, under the reservation that, a resolution shall only be validly adopted and ratified if approved in advance by the Manager. The Manager may, in its capacity as sole manager of the Company, decide on all other actions relating to the Company. The general meeting of the shareholders of the Company shall meet when convened by the Manager or the Supervisory Board.

12.2. Location, Time. The annual general meeting shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the convening notice of meeting, on 31 May at 10:00 a.m. If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day in Luxembourg. Other general meetings of shareholders may be held at such places and times specified in the respective convening notices. The general meetings of the shareholders are convened by a notice indicating the agenda and sent by the Manager by registered mail at least 8 days preceding the general meeting to each shareholder of the Company at the address indicated in the share register.

12.3 Voting. Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing, by facsimile or by any other means of communication, a copy being sufficient. The quorum and majority provided by law shall govern the conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein. The Manager may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders. If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Each shareholder may vote through voting forms sent by post or facsimile to the company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company and which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposal submitted to the decision of the meeting, as well as for each proposal, three boxes allowing the shareholder to vote in favour of, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box.

Voting forms which show neither a vote in favour, nor against the proposed resolution, nor an abstention, are void. The Company will only take into account voting forms received prior the general meeting which they are related to.

Chapter VI. - Accounting year - Balance sheet - Distribution of profit

Art. 13. Accounting Year. The accounting year of the Company shall begin on the first of January and shall terminate on 31 December of the same year.

Art. 14. Balance Sheet. Each year on 31 December, the accounts are closed and the Manager prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office

Art. 15. Distribution of Profit. Each year, 5% of the net profits of the Company shall be set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to 10% of the share capital.

The general meeting of shareholders, upon recommendation of the Manager, will determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of.

The Manager may decide to distribute interim dividends in accordance and under the conditions foreseen by law.

Chapter VII. - Amendment of the articles - Liquidation

Art. 16. Amendment. These Articles may be amended, subject to the approval of the Manager, by a general meeting of shareholders under the quorum and majority requirements provided for by the Law, unless otherwise provided herein.

Art. 17. Dissolution. In case of dissolution of the Company, one or more liquidators (individuals or legal entities) shall carry out the liquidation. The liquidator(s) shall be appointed by the general meeting which decided the dissolution and which shall determine their powers and compensation.

Chapter VIII. - Final dispositions - Applicable law

Art. 18. Miscellaneous. For all matters not governed by these Articles, the parties shall refer to the Law."

Estimation of costs

The costs, expenses, fees and charges, in any form whatsoever, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its capital increase, have been estimated at about one thousand five hundred euro (EUR 1,500.-).

Deed

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that upon request of the appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version; upon request of the appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, the persons appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le douzième jour de juin,

Par-devant Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-duché de Luxembourg,

s'est tenue

l'assemblée générale extraordinaire («l'Assemblée») des actionnaires de Atalaya Management Luxco Investment S.C.A., une société en commandite par actions constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 179.332 (la «Société»), constituée en date du 4 juillet 2013 suivant acte reçu par Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2371 le 26 septembre 2013. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois en date du 25 avril 2014 suivant acte reçu par le notaire soussigné, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Assemblée est présidée par Mme Fanny Kindler, avocate, résidant professionnellement à Luxembourg (le «Président»).

L'Assemblée désigne Mr Mickaël Emeraux, maître en droit, résidant professionnellement à Luxembourg en tant que secrétaire de l'Assemblée.

L'Assemblée nomme Mr Mickaël Emeraux, maître en droit, résidant professionnellement à Luxembourg en tant que scrutateur.

(Le Président, le Secrétaire et le Scrutateur sont collectivement dénommés le «Conseil de l'Assemblée».)

Tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'Assemblée et le nombre d'actions qu'ils détiennent est indiqué sur une liste de présence qui sera annexée au présent acte après avoir été signée par les comparantes et le notaire.

Les procurations des actionnaires représentés à la présente Assemblée resteront également annexées au présent acte et seront signées par toutes les parties.

Le Conseil de l'Assemblée ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter que:

I. 100% du capital social de la Société est dûment représenté à cette Assemblée qui est ainsi régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur l'ordre du jour reproduit ci-dessous;

II. Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Diminution du capital social de la Société par un montant total d'un million cent soixante-dix mille deux cent trente-cinq euro et quatre-vingt-sept centimes (1.170.235,87) par la suppression de cinquante millions six cent douze mille sept cent quatre-vingt-quatorze (50.612.794) Actions Préférentielles de Classe 1, cinquante millions six cent douze mille sept cent quatre-vingt-onze (50.612.791) Actions Préférentielles de Classe 2, quinze millions sept cent quatre-vingt-dix-huit mille une (15.798.001) Actions Préférentielles de Classe 3 et d'une (1) Action Préférentielle de Classe 4, ayant une valeur nominale d'un centime (EUR 0,01) chacune.

2. Décision de supprimer les Actions Préférentielles de Classe 4 dans le capital social de la Société.

3. Décision de créer une nouvelle classe d'actions ordinaire devant être nommée Actions Ordinaires de Classe C2 dans le capital social de la Société et des droits y relatifs tels que précisés dans la cinquième résolution.

4. Reclassement des soixante-quatre mille trois cent quatre-vingt-quatorze (64.394) actions ordinaires de classe C1 reclassées en actions ordinaires de classe C1 selon un acte du notaire soussigné daté du 25 avril 2014, en soixante-quatre mille trois cent quatre-vingt-quatorze (64.394) Actions Ordinaires de Classe C2.

5. Refonte totale des statuts de la société.

III. Les actionnaires de la Société présents ou représentés déclarent avoir eu parfaite connaissance de l'ordre du jour de l'Assemblée qui leur a été communiqué au préalable.

L'Assemblée décide unanimement, après délibération, de prendre les résolutions suivantes:

Première Résolution

L'Assemblée décide de diminuer le capital social de la Société par un montant total d'un million cent soixante-dix mille deux cent trente-cinq euro et quatre-vingt-sept centimes (1.170.235,87) par la suppression de cinquante millions six cent douze mille sept cent quatre-vingt-quatorze (50.612.794) Actions Préférentielles de Classe 1, cinquante millions six cent douze mille sept cent quatre-vingt-onze (50.612.791) Actions Préférentielles de Classe 2, quinze millions sept cent quatre-vingt-dix-huit mille une (15.798.001) Actions Préférentielles de Classe 3 et d'une (1) Action Préférentielle de Classe 4, ayant une valeur nominale d'un centime (EUR 0,01) chacune, détenue par la Société.

Seconde Résolution

L'Assemblée décide de supprimer les Actions Préférentielles de Classe 4 dans le capital social de la Société.

Troisième Résolution

L'Assemblée décide de créer une nouvelle classe d'actions ordinaire devant être nommée Actions Ordinaires de Classe C2 dans le capital social de la Société et des droits y relatifs tels que précisés dans la cinquième résolution.

Quatrième Résolution

L'Assemblée décide de reclasser soixante-quatre mille trois cent quatre-vingt-quatorze (64.394) actions ordinaires de classe C1 reclassées en actions ordinaires de classe C1 selon un acte du notaire soussigné daté du 25 avril 2014, en soixante-quatre mille trois cent quatre-vingt-quatorze (64.394) Actions Ordinaires de Classe C2.

Cinquième Résolution

En conséquence des résolutions ci-dessus, l'Assemblée décide de la refonte totale des statuts de la Société, qui auront désormais la teneur suivante:

«Chapitre I^{er} . - Dénomination - Siègle - Durée - Objet

Art. 1^{er} . Dénomination. Il est formé une société en commandite par actions sous la dénomination de «Atalaya Management Luxco Investment S.C.A.» (ci-après la «Société»), qui sera régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par tout contrat entre porteurs de titres et par les présents statuts..

Art. 2. Siègle social. Le siège social de la Société est établi à 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. A l'intérieur de la même commune, le siège social pourra être transféré par simple décision du Gérant. La Société peut établir des succursales, des filiales ou d'autres bureaux, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, par décision du gérant.

Au cas où le Gérant estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents et qui sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social ou la communication aisée entre ce siège et des personnes à l'étranger, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; une telle mesure provisoire n'aura aucun effet sur la nationalité de la Société, qui nonobstant un tel transfert provisoire, restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Objet. La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, l'échange ou de toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut également garantir, accorder des prêts ou assister autrement les sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou les sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société peut lever des fonds en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toute sorte d'obligations, de titres obligataires ou d'instrument de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.

La Société peut exercer toute activité de nature commerciale, industrielle, financière, immobilière ou de propriété intellectuelle qu'elle estime utile pour l'accomplissement de ces objets.

Art. 5. Responsabilité des Actionnaires. Le Gérant est conjointement et solidairement responsable de toutes les dettes qui ne peuvent être payées par les avoirs de la Société. Les autres actionnaires (c'est-à-dire l'ensemble des actionnaires excepté le Gérant), porteurs d'actions (autres que des Actions de Commandité), s'abstiendront d'agir pour le compte de la Société de quelque manière ou en quelque qualité que ce soit autrement qu'en exerçant leurs droits d'actionnaire lors des assemblées générales, et ne sont tenus que dans la limite de leurs apports à la Société.

Chapitre II. - Capital social, Actions

Art. 6. Capital social.

6.1. Capital souscrit

Le capital souscrit de la Société est fixé à trois cent soixante-six mille trois cent quatre-vingt-cinq euro et quatre-vingt-douze centimes (EUR 366.385,92), représenté par des actions entièrement libérées, constituées comme suit:

(a) zéro (0) Actions Préférentielles de Classe 1, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (les «Actions Préférentielles de Classe 1»);

(b) zéro (0) Actions Préférentielles de Classe 2, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (les «Actions Préférentielles de Classe 2»);

(c) trente-quatre millions huit cent quatorze mille sept cent quatre-vingt-huit (34.814.788) Actions Préférentielles de Classe 3, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (les «Actions Préférentielles de Classe 3»);

(d) mille deux cent quatre-vingt-huit (1.288) Actions Ordinaires de Classe A d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (les «Actions Ordinaires de Classe A»);

(e) trente-neuf mille vingt-quatre (39.024) Actions Ordinaires de Classe B1 d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (les «Actions Ordinaires de Classe B1»);

(f) trente-neuf mille quatorze (39.014) Actions Ordinaires de Classe B2 d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (les «Actions Ordinaires de Classe B2»);

(g) soixante-quatre mille trois cent quatre-vingt-quatorze (64.394) Actions Ordinaires de Classe C1 d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (les «Actions Ordinaires de Classe C1»);

(h) soixante-quatre mille trois cent quatre-vingt-quatorze (64.394) Actions Ordinaires de Classe C2 d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (les «Actions Ordinaires de Classe C2»);

(i) un million six cent quinze mille cinq cent quatre-vingt-dix (1.615.590) Actions Ordinaires de Classe D d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (les «Actions Ordinaires de Classe D»);

(j) cent (100) Actions de Commandité, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.

6.2 Actions Privilégiées de Classe 1

(a) Description. Excepté tel que décrit à l'article 6.2(a), toutes les Actions Privilégiées de Classe 1 seront identiques à tous les égards. Toutes les Actions Privilégiées de Classe 1 conféreront à leurs titulaires le droit de percevoir un montant égal au Montant Privilégié Impayé s'y référant et, dans la mesure où cela est pertinent, un montant égal au Montant Privilégié Résiduel s'y référant.

(b) Droits de vote. Les Actions Privilégiées de Classe 1 donnent droit à leur détenteur à une voix sur toutes les questions à l'égard desquelles les actionnaires ont le droit de voter.

(c) Rachat; convertibilité. Les Actions Privilégiées de Classe 1 pourront à tout moment être rachetées par le Gérant selon les modalités suivantes:

(i) le Gérant notifie le rachat aux titulaires des Actions Privilégiées de Classe 1, par le biais d'un Avis de Rachat, en spécifiant la date fixée aux fins du rachat des actions pertinentes; et

(ii) à la date de rachat prévue, le Gérant versera aux titulaires des Actions Privilégiées de Classe 1, sous réserve de toute disposition prévue dans l'Avis de Rachat et à l'article 6.12, les montants dus exigibles dans le cadre du rachat des Actions Privilégiées de Classe 1 concernées, tel que calculé selon les dispositions de l'article 6.2(a), 6.12 et 6.13, à condition que si les Actions Privilégiées de Classe 1 sont les seules Actions Privilégiées à être rachetées:

(a) toutes les références aux «Actions Privilégiées» à l'Article 6.13(a) seront considérées comme des références aux «Actions Privilégiées de Classe 1»;

(b) les références aux «Actions Privilégiées» dans la définition de Pourcentage Applicable à l'Article 6.17 seront considérées comme une référence aux «Actions Privilégiées de Classe 1»; et

(c) la référence aux «Actions Privilégiées» dans la définition de Recettes Résiduelles à l'Article 6.17 sera considérée comme une référence aux «Actions Privilégiées de Classe 1».

Toutes les Actions Privilégiées de Classe 1 achetées ou autrement acquises par le Société seront, si le Gérant le décide, annulées par un vote positif de l'assemblée générale des actionnaires se tenant conformément à l'Article 12, ce qui aura pour effet que le nombre émis d'Actions Privilégiées de Classe 1 sera réduit en conséquence.

6.3. Actions Privilégiées de Classe 2

(a) Description. Excepté tel que décrit à l'article 6.3(a), toutes les Actions Privilégiées de Classe 2 seront identiques à tous les égards. Toutes les Actions Privilégiées de Classe 2 conféreront à leurs titulaires le droit de percevoir un montant égal au Montant Privilegié Impayé s'y référant et, dans la mesure où cela est pertinent, un montant égal au Montant Privilegié Résiduel s'y référant.

(b) Droits de vote. Les Actions Privilégiées de Classe 2 donnent droit à leur détenteur à une voix sur toutes les questions à l'égard desquelles les actionnaires ont le droit de voter.

(c) Rachat; convertibilité. Les Actions Privilégiées de Classe 2 pourront à tout moment être rachetées par le Gérant après que les Actions Privilégiées de Classe 1 aient été rachetées dans leur totalité (à condition que le Gérant rachète des Actions Privilégiées de Classe 2 faisant l'objet d'un Avis de Levée d'Option avant que les Actions Privilégiées de Classe 1 soient rachetées dans leur totalité) selon les modalités suivantes:

(i) le Gérant notifie le rachat aux titulaires des Actions Privilégiées de Classe 2, par le biais d'un Avis de Rachat, en spécifiant la date fixée aux fins du rachat des actions pertinentes; et

(ii) à la date de rachat prévue, le Gérant versera aux titulaires des Actions Privilégiées de Classe 1, sous réserve de toute disposition prévue dans l'Avis de Rachat et à l'Article 6.12, les montants dus exigibles dans le cadre du rachat des Actions Privilégiées de Classe 2 concernées, tel que calculé selon les dispositions de l'article 6.2(a), 6.12 et 6.13, à condition que si les Actions Privilégiées de Classe 2 sont les seules Actions Privilégiées à être rachetées:

(a) toutes les références aux «Actions Privilégiées» à l'Article 6.13(a) seront considérées comme des références aux «Actions Privilégiées de Classe 2»;

(b) les références aux «Actions Privilégiées» dans la définition de Pourcentage Applicable à l'Article 6.17 seront considérées comme une référence aux «Actions Privilégiées de Classe 2»; et

(c) la référence aux «Actions Privilégiées» dans la définition de Recettes Résiduelles à l'Article 6.17 sera considérée comme une référence aux «Actions Privilégiées de Classe 2».

Toutes les Actions Privilégiées de Classe 2 achetées ou autrement acquises par le Société seront, si le Gérant le décide, annulées par un vote positif de l'assemblée générale des actionnaires se tenant conformément à l'Article 12, ce qui aura pour effet que le nombre émis d'Actions Privilégiées de Classe 2 sera réduit en conséquence.

6.4. Actions Privilégiées de Classe 3

(a) Description. Excepté tel que décrit à l'article 6.4(a), toutes les Actions Privilégiées de Classe 3 seront identiques à tous les égards. Toutes les Actions Privilégiées de Classe 3 conféreront à leurs titulaires le droit de percevoir un montant égal au Montant Privilegié Impayé s'y référant et, dans la mesure où cela est pertinent, un montant égal au Montant Privilegié Résiduel s'y référant.

(b) Droits de vote. Les Actions Privilégiées de Classe 3 donnent droit à leur détenteur à une voix sur toutes les questions à l'égard desquelles les actionnaires ont le droit de voter.

(c) Rachat. Les Actions Privilégiées de Classe 3 pourront à tout moment être rachetées par le Gérant après que les Actions Privilégiées de Classe 2 aient été rachetées dans leur totalité (à condition que le Gérant rachète des Actions Privilégiées de Classe 3 faisant l'objet d'un Avis de Levée d'Option avant que les Actions Privilégiées de Classe 1 et les Actions Privilégiées de Classe 2 soient rachetées dans leur totalité) selon les modalités suivantes:

(i) le Gérant notifie le rachat aux titulaires des Actions Privilégiées de Classe 3, par le biais d'un Avis de Rachat, en spécifiant la date fixée aux fins du rachat des actions pertinentes; et

(ii) à la date de rachat prévue, le Gérant versera aux titulaires des Actions Privilégiées de Classe 3, sous réserve de toute disposition prévue dans l'Avis de Rachat et à l'Article 6.12, les montants dus exigibles dans le cadre du rachat des Actions Privilégiées de Classe 3 concernées, tel que calculé selon les dispositions de l'article 6.2(a), 6.12 et 6.13.

Toutes les Actions Privilégiées de Classe 3 achetées ou autrement acquises par le Société seront, si le Gérant le décide, annulées par un vote positif de l'assemblée générale des actionnaires se tenant conformément à l'Article 12, ce qui aura pour effet que le nombre émis d'Actions Privilégiées de Classe 3 sera réduit en conséquence.

6.5. Actions Ordinaires de Classe A.

(a) Description. Toutes les Actions Ordinaires de Classe A seront identiques à tous les égards. Toutes les Actions Ordinaires de Classe A participeront proportionnellement à tout paiement de dividendes et à toute distribution d'actifs autre que des dividendes qui seront alloués sur une base totale à ces Actions Ordinaires de Classe A.

(b) Droits de vote. Chaque Action Ordinaire de Classe A donne droit à son détenteur à une voix sur toutes les questions à l'égard desquelles les actionnaires ont le droit de voter.

(c) Rachat. Les Actions Ordinaires de Classe A pourront à tout moment être rachetées par le Gérant selon les modalités suivantes:

(i) le Gérant notifie le rachat aux titulaires des Actions Ordinaires de Classe A, par le biais d'un Avis de Rachat, en spécifiant la date fixée aux fins du rachat des actions pertinentes; et

(ii) à la date de rachat prévue, le Gérant versera aux titulaires des Actions Privilegiées de Classe 3, sous réserve de toute disposition prévue dans l'Avis de Rachat et à l'Article 6.12, les montants dus exigibles dans le cadre du rachat des Actions Ordinaires de Classe A concernées, tel que calculé selon les dispositions de l'Article 6.13.

Toutes les Actions Ordinaires de Classe A achetées ou autrement acquises par le Société seront, si le Gérant le décide, annulées par un vote positif de l'assemblée générale des actionnaires se tenant conformément à l'Article 12, ce qui aura pour effet que le nombre émis d'Actions Ordinaires de Classe A sera réduit en conséquence.

6.6. Actions Ordinaires de Classe B1

a) Description. Toutes les Actions Ordinaires de Classe B1 seront identiques à tous les égards. Toutes les Actions Ordinaires de Classe B1 participeront proportionnellement à tout paiement de Distributions qui seront alloués sur une base totale à ces Actions Ordinaires de Classe B1.

(b) Droits de vote. Chaque Action Ordinaire de Classe B1 donne droit à son détenteur à une voix sur toutes les questions à l'égard desquelles les actionnaires ont le droit de voter.

(c) Rachat. Les Actions Ordinaires de Classe B1 pourront à tout moment être rachetées par le Gérant selon les modalités suivantes:

(i) le Gérant notifie le rachat aux titulaires des Actions Ordinaires de Classe B1, par le biais d'un Avis de Rachat, en spécifiant la date fixée aux fins du rachat des actions pertinentes; et

(ii) à la date de rachat prévue, le Gérant versera aux titulaires des Actions Ordinaires de Classe B1, sous réserve de toute disposition prévue dans l'Avis de Rachat et à l'Article 6.12, les montants dus exigibles dans le cadre du rachat des Actions Ordinaires de Classe B1 concernées, tel que calculé selon les dispositions de l'Article 6.13, à condition que, toutes les références aux «Actions Ordinaires de Classe B» à l'Article 6.13(c) soient considérées comme une référence aux «Actions Ordinaires de Classe B1».

Toutes les Actions Ordinaires de Classe B1 achetées ou autrement acquises par le Société seront, si le Gérant le décide, annulées par un vote positif de l'assemblée générale des actionnaires se tenant conformément à l'Article 12, ce qui aura pour effet que le nombre émis d'Actions Ordinaires de Classe B1 sera réduit en conséquence.

6.7. Actions Ordinaires de Classe B2

a) Description. Toutes les Actions Ordinaires de Classe B2 seront identiques à tous les égards. Toutes les Actions Ordinaires de Classe B2 participeront proportionnellement à tout paiement de Distributions qui seront alloués sur une base totale à ces Actions Ordinaires de Classe B2.

(b) Droits de vote. Chaque Action Ordinaire de Classe B2 donne droit à son détenteur à une voix sur toutes les questions à l'égard desquelles les actionnaires ont le droit de voter.

(c) Rachat. Les Actions Ordinaires de Classe B2 pourront à tout moment être rachetées par le Gérant après que les Actions Ordinaires de Classe B1 aient été rachetées dans leur totalité (à condition que le Gérant rachète des Actions Ordinaires de Classe B2 faisant l'objet d'un Avis de Levée d'Option avant que les Actions Ordinaires de Classe B1 soient rachetées dans leur totalité) selon les modalités suivantes:

(i) le Gérant notifie le rachat aux titulaires des Actions Ordinaires de Classe B2, par le biais d'un Avis de Rachat, en spécifiant la date fixée aux fins du rachat des actions pertinentes; et

(ii) à la date de rachat prévue, le Gérant versera aux titulaires des Actions Ordinaires de Classe B2, sous réserve de toute disposition prévue dans l'Avis de Rachat et à l'Article 6.12, les montants dus exigibles dans le cadre du rachat des Actions Ordinaires de Classe B2 concernées, tel que calculé selon les dispositions de l'Article 6.13, à condition que, toutes les références aux «Actions Ordinaires de Classe B» à l'Article 6.13(c) soient considérées comme une référence aux «Actions Ordinaires de Classe B2».

Toutes les Actions Ordinaires de Classe B2 achetées ou autrement acquises par le Société seront, si le Gérant le décide, annulées par un vote positif de l'assemblée générale des actionnaires se tenant conformément à l'Article 12, ce qui aura pour effet que le nombre émis d'Actions Ordinaires de Classe B2 sera réduit en conséquence.

6.8. Actions Ordinaires de Classe C1

a) Description. Toutes les Actions Ordinaires de Classe C1 seront identiques à tous les égards. Toutes les Actions Ordinaires de Classe C1 participeront proportionnellement à tout paiement de dividendes et à toute distribution d'actifs autre que des dividendes qui seront alloués sur une base totale à ces Actions Ordinaires de Classe C1.

(b) Droits de vote. Chaque Action Ordinaire de Classe C1 donne droit à son détenteur à une voix sur toutes les questions à l'égard desquelles les actionnaires ont le droit de voter.

(c) Rachat. Les Actions Ordinaires de Classe C1 ne feront pas l'objet d'un rachat obligatoire (sauf disposition contraire convenue en temps opportun dans un accord séparé). Si les Actions Ordinaires de Classe C1 sont rachetées:

(i) le Gérant notifie le rachat aux titulaires des Actions Ordinaires de Classe C1, par le biais d'un Avis de Rachat, en spécifiant la date fixée aux fins du rachat des actions pertinentes; et

(ii) à la date de rachat prévue, le Gérant versera aux titulaires des Actions Ordinaires de Classe C1, sous réserve de toute disposition prévue dans l'Avis de Rachat et à l'Article 6.12, les montants dus exigibles dans le cadre du rachat des Actions Ordinaires de Classe C1 concernées, tel que calculé selon les dispositions de l'Article 6.13, à condition que, toutes les références aux «Actions Ordinaires de Classe C» à l'Article 6.13(d) soient considérées comme une référence aux «Actions Ordinaires de Classe C1».

Toutes les Actions Ordinaires de Classe C1 achetées ou autrement acquises par le Société seront, si le Gérant le décide, annulées par un vote positif de l'assemblée générale des actionnaires se tenant conformément à l'Article 12, ce qui aura pour effet que le nombre émis d'Actions Ordinaires de Classe C1 sera réduit en conséquence.

6.9. Actions Ordinaires de Classe C2

a) Description. Toutes les Actions Ordinaires de Classe C2 seront identiques à tous les égards. Toutes les Actions Ordinaires de Classe C2 participeront proportionnellement à tout paiement de dividendes et à toute distribution d'actifs autre que des dividendes qui seront alloués sur une base totale à ces Actions Ordinaires de Classe C2.

(b) Droits de vote. Chaque Action Ordinaire de Classe C2 donne droit à son détenteur à une voix sur toutes les questions à l'égard desquelles les actionnaires ont le droit de voter.

(c) Rachat. Les Actions Ordinaires de Classe C2 ne feront pas l'objet d'un rachat obligatoire (sauf disposition contraire convenue en temps opportun dans un accord séparé). Si les Actions Ordinaires de Classe C2 sont rachetées:

(i) elles ne seront rachetées qu'après que les Actions Ordinaires de Classe C1 aient été rachetées dans leur totalité (à condition que le Gérant rachète des Actions Ordinaires de Classe C2 faisant l'objet d'un Avis de Levée d'Option avant que les Actions Ordinaires de Classe C1 soient rachetées dans leur totalité);

(ii) le Gérant notifie le rachat aux titulaires des Actions Ordinaires de Classe C2, par le biais d'un Avis de Rachat, en spécifiant la date fixée aux fins du rachat des actions pertinentes; et

(iii) à la date de rachat prévue, le Gérant versera aux titulaires des Actions Ordinaires de Classe C2, sous réserve de toute disposition prévue dans l'Avis de Rachat et à l'Article 6.12, les montants dus exigibles dans le cadre du rachat des Actions Ordinaires de Classe C2 concernées, tel que calculé selon les dispositions de l'Article 6.13, à condition que, toutes les références aux «Actions Ordinaires de Classe C» à l'Article 6.13(d) soient considérées comme une référence aux «Actions Ordinaires de Classe C2».

Toutes les Actions Ordinaires de Classe C2 achetées ou autrement acquises par le Société seront, si le Gérant le décide, annulées par un vote positif de l'assemblée générale des actionnaires se tenant conformément à l'Article 12, ce qui aura pour effet que le nombre émis d'Actions Ordinaires de Classe C2 sera réduit en conséquence.

6.10. Actions Ordinaires de Classe D.

(a) Description. Toutes les Actions Ordinaires de Classe D seront identiques à tous les égards. Toutes les Actions Ordinaires de Classe D participeront proportionnellement à tout paiement de dividendes et à toute distribution d'actifs autre que des dividendes qui seront alloués sur une base totale à ces Actions Ordinaires de Classe D.

(b) Droits de vote. Chaque Action Ordinaire de Classe D donne droit à son détenteur à une voix sur toutes les questions à l'égard desquelles les actionnaires ont le droit de voter.

(c) Rachat. Les Actions Ordinaires de Classe D ne pourront pas être rachetées par le Gérant selon les modalités suivantes:

(i) le Gérant notifie le rachat aux titulaires des Actions Ordinaires de Classe D, par le biais d'un Avis de Rachat, en spécifiant la date fixée aux fins du rachat des actions pertinentes; et

(ii) à la date de rachat prévue, le Gérant versera aux titulaires des Actions Privilegiées de Classe 3, sous réserve de toute disposition prévue dans l'Avis de Rachat et à l'Article 6.12, les montants dus exigibles dans le cadre du rachat des Actions Ordinaires de Classe D concernées, tel que calculé selon les dispositions de l'Article 6.13.

Toutes les Actions Ordinaires de Classe D achetées ou autrement acquises par le Société seront, si le Gérant le décide, annulées par un vote positif de l'assemblée générale des actionnaires se tenant conformément à l'Article 12, ce qui aura pour effet que le nombre émis d'Actions Ordinaires de Classe D sera réduit en conséquence.

6.11. Les Actions de Commandité

(a) Description. Toutes les Actions de Commandité seront identiques à tous les égards. Toute Action de Commandité participera proportionnellement à tout paiement de dividendes et à toute distribution d'actifs autre que des dividendes qui seront alloués sur une base totale à ces Actions de Commandité.

(b) Droits de vote. Chaque Action de Commandité donne droit à son détenteur à une voix sur toutes les questions à l'égard desquelles les actionnaires ont le droit de voter.

(c) Rachat; convertibilité. Les Actions de Commandité ne feront pas l'objet d'un rachat obligatoire (sauf disposition contraire convenue en temps opportun dans un accord séparé) en ne pourront pas être converties en toute autre action.

6.12. Rachat et convertibilité des actions.

(a) Actions Rachetables. Chaque classe d'Action (autre que les Actions de Commandité) sont rachetables conformément aux dispositions de l'article 49-8 de la Loi. Les actions rachetables ont les mêmes droits de recevoir des Distributions et les mêmes droits de vote que les actions non rachetables, si de telles actions ont été émises. Sauf stipulation contraire prévue dans les présentes ou dans tout Contrat entre Porteur de Titres, les actions rachetables souscrites et entièrement

libérées pourront être rachetées conformément aux Articles 6.2 à 6.11 (inclus) et aux dispositions de l'Article 49-8 de la Loi. Le rachat des actions rachetables ne pourra se faire qu'en utilisant des sommes distribuables conformément à l'Article 72-1 de la Loi (fonds distribuables, en ce compris la réserve extraordinaire établie avec les fonds reçus par la Société en tant que prime d'émission) ou le produit d'une nouvelle émission effectuée en vue dudit rachat. Aucun droit de vote, droit à dividendes ou boni de liquidation n'est attaché aux actions rachetées. Des actions rachetables peuvent être annulées sur demande du Gérant par un vote favorable de l'assemblée des actionnaires tenue conformément aux stipulations de l'Article 12.

(b) Réserve Spéciale. Un montant égal à la valeur nominale, ou à défaut de valeur nominale, au pair comptable de toutes les actions rachetées doit être incorporé dans une réserve qui ne peut être distribuée aux actionnaires, sauf en cas de réduction du capital souscrit; cette réserve ne peut être utilisée qu'aux fins d'augmentation du capital souscrit par incorporation des réserves.

(c) Prix de Rachat. Sauf stipulation contraire prévue dans les présentes ou dans tout Contrat entre Porteur de Titres, le prix de rachat des actions rachetables sera calculé par le Gérant ou par toute personne nommée par le Gérant, sur la base de la valeur nette d'inventaire de tous les actifs et passifs de la Société. La valeur nette d'inventaire des actions de la Société est exprimée sous la forme d'un montant par action et calculée le jour de son évaluation en divisant les actifs nets de la Société, soit la valeur des actifs de la Société diminuée de son passif à l'heure de clôture ce jour-là, par le nombre d'actions de la Société alors en circulation à la clôture ce jour-là, conformément aux règles que le Gérant considérera comme étant justes et équitables. En l'absence de mauvaise foi, de faute grave ou d'erreur avérée, le calcul du prix de rachat par le Gérant sera définitif et contraignant pour la Société ainsi que pour l'ensemble de ses actionnaires présents, précédents et futurs.

(d) Procédure du rachat. Sauf stipulation contraire prévue dans les présentes ou dans tout Contrat entre Porteur de Titres, une notification écrite sera adressée par courrier recommandé ou par service de coursier international reconnu à chacun des actionnaires nominatifs de la Société dont les actions sont à racheter, à la dernière adresse indiquée dans le registre des actionnaires de la Société, indiquant au détenteur le nombre d'actions à racheter, la date de rachat, le prix de rachat et les procédures nécessaires pour la soumission des actions à la Société pour le rachat. Chaque détenteur d'actions susceptibles d'être rachetées est tenu de remettre à la Société, le cas échéant, le ou les certificats émis afférents auxdites actions. Le prix de rachat desdites actions est payable à l'ordre de la personne qui figure en tant que propriétaire dans le registre des actionnaires sur le compte bancaire dont les coordonnées ont été communiquées par ledit actionnaire à la Société avant la date de rachat.

(e) Convertibilité. Les actions ne sont pas convertibles en actions d'une classe différente.

6.13. Distributions aux actionnaires. Si le Gérant décide de faire une Distribution aux actionnaires (que ce soit par dividendes ou autrement), les actionnaires de la Société auront le droit de recevoir des Distributions, si le Gérant en décide ainsi, prélevées sur des fonds légalement disponibles à cet effet, conformément à la loi applicable, sous réserve de la conservation, ou du versement à des tiers, des fonds qu'elle jugera nécessaires dans le cadre des besoins raisonnables de la société, à savoir notamment le versement ou l'établissement de provisions en vue du paiement des obligations de la Société lorsqu'elles arrivent à échéance, y compris sans limites le paiement de tout frais administratifs et de management ou toute autre obligations. Toutes les Distributions devront être faites aux actionnaires et déclarées par le Gérant de la manière suivante:

(a) Les distributions sur Actions Privilégiées seront uniquement effectuées en utilisant les montants reçus par la Société pour sa détention d'Actions Privilégiées Gibco. Toute Distribution effectuée et constituant un paiement de Montant Privilégié Impayé sera effectuée aux détenteurs d'Actions Privilégiées au pro rata basé sur le Montant Privilégié impayé échu sur chaque action. Toute Distribution constituant le paiement du Montant Privilégié Résiduel devra être faite aux détenteurs d'Actions Privilégiées au pro rata basé sur le pourcentage Applicable de ces Actions Privilégiées;

(b) Les distributions sur les Actions Ordinaires de Classe A seront uniquement effectuées en utilisant les montants reçus par la Société pour sa détention d'Actions Ordinaires A Gibco et seront effectuées au pro rata parmi les porteurs d'Actions Ordinaires de Classe A sur la base du nombre d'Actions Ordinaires de Classe A qu'ils détiennent chacun;

(c) Les distributions sur les Actions Ordinaires de Classe B seront effectuées au pro rata parmi les porteurs d'Actions Ordinaires de Classe B sur la base du nombre d'Actions Ordinaires de Classe B qu'ils détiennent chacun.

(d) Les distributions sur les Actions Ordinaires de Classe C seront effectuées au pro rata parmi les porteurs d'Actions Ordinaires de Classe C sur la base du nombre d'Actions Ordinaires de Classe C qu'ils détiennent chacun.

(e) Les distributions sur les Actions Ordinaires de Classe D seront uniquement effectuées en utilisant les montants reçus par la Société pour sa détention d'Actions Ordinaires D Gibco et seront effectuées au pro rata parmi les porteurs d'Actions Ordinaires de Classe D sur la base du nombre d'Actions Ordinaires de Classe D qu'ils détiennent chacun.

6.14. Droits de liquidation.

En cas de liquidation, après apurement de toutes les dettes et du passif de la Société, les actifs restants de la Société seront distribués aux actionnaires conformément aux droits attachés à toute classe d'action. Ni une fusion de la Société avec une ou plusieurs autres entités, ni une fusion d'une ou de plusieurs autres entités avec la Société, ni une vente, un transfert, une location ou un échange (contre liquidités, titres ou autre contrepartie) de tout ou partie des actifs de la Société ne saurait être réputé constituer une liquidation au sens de l'Article 6.14, sauf si cette fusion, cette vente, ce

transfert, cette location ou cet échange est opéré en relation avec ou a vocation à être un plan de liquidation intégrale ou de dissolution de la Société.

6.15. Capital autorisé.

Le capital autorisé, comprenant le capital social émis, est fixé à un million huit cent trente-huit mille sept cent quatre-vingt-trois euro et trente-quatre centimes (EUR 1.838.783,34), représenté par soixante millions cinq cent quatre-vingt mille cinq cent quatre-vingt-quinze (60.580.595) Actions Préférentielles de Classe 1, soixante millions cinq cent quatre-vingt mille cinq cent quatre-vingt-dix (60.580.590) Actions Préférentielles de Classe 2, soixante millions cinq cent quatre-vingt mille cinq cent quatre-vingt-sept (60.580.587) Actions Préférentielles de Classe 3, mille cinq cent quarante-et-un (1.541) Actions Ordinaire de Classe A, quarante-six mille sept cent dix (46.710) Actions Ordinaire de Classe B1, quarante-six mille six cent quatre-vingt-dix-huit (46.698) Actions Ordinaire de Classe B2, soixante-dix-sept mille soixante-quinze (77.075) Actions Ordinaire de Classe C1, soixante-dix-sept mille soixante-quinze (77.075) Actions Ordinaire de Classe C2, un million huit cent quatre-vingt-sept mille trois cent soixante-trois (1.887.363) Actions Ordinaire de Classe D et cent (100) Actions de Commandité, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune. Pendant la période de cinq ans à compter de la publication de la résolution des actionnaires visant à créer le capital autorisé au Mémorial C, Recueil des sociétés et associations, le Gérant est autorisé à émettre des actions, à accorder des options de souscription aux actions et, pour éviter toute ambiguïté, à émettre tout instrument convertible en actions, aux personnes et selon les modalités jugées opportunes et spécifiquement de procéder à cette émission sans réserver aux actionnaires existants un droit préférentiel de souscription sur les actions émises. Cette autorisation sera renouvelée une ou plusieurs fois par décision de l'assemblée générale des actionnaires, chaque fois pour une période n'excédant pas cinq ans.

6.16. Modification du capital souscrit et du capital autorisé.

Le capital souscrit et le capital autorisé de la Société pourront être augmentés ou diminués par décision de l'assemblée générale des actionnaires, votant aux mêmes conditions de quorum que pour la modification des présents Statuts.

6.17. Définitions.

Aux fins des présents Statuts:

«Période d'Accumulation» signifie une période de 365 jours et, en ce qui concerne toute Action Privilégiée, la première Période d'Accumulation commencera à sa Date d'Acquisition.

«Pourcentage Applicable» signifie, eu égard à toute Action Privilégiée, à toute date de détermination, un pourcentage égal à: (i) une fraction (x) le numérateur de laquelle étant égal au Montant Privilégié Impayé sur cette Action Privilégiée et (y) le dénumérateur de laquelle étant égal aux Montant Privilégiés Impayés sur toutes les Actions Privilégiées, (ii) multiplié par 100.

«Articles» signifie les statuts de la Société tels que modifiés de temps à autre.

«Atalaya Luxco Topco» signifie Atalaya Luxco Topco, une société en commandite par actions organisée selon les lois du Grand-Duché du Luxembourg.

«Actions Ordinaires de Classe B» signifie les Actions Ordinaires de Classe B1, les Actions Ordinaires de Classe B2 et les Actions Ordinaires de Classe B3.

«Actions Ordinaires de Classe C» signifie les Actions Ordinaires de Classe C1 et les Actions Ordinaires de Classe C2.

«Actions Ordinaires de Classe D» signifie les Actions Ordinaires de Classe D.

«Avis de Levée d'Option» signifie tout avis de levée envoyé à un tout Cadre et/ou actionnaire à la suite duquel tout ou partie de ces actions d'actionnaires seront rachetées à la suite, et conformément aux dispositions, d'une option d'achat.

«Société» a la signification donnée à l'Article 1.

«Contrôle» désigne, si utilisé en relation avec une Personne, le pouvoir de gérer ou de diriger ladite Personne, ou de nommer les organes de gérance et de direction de ladite Personne, ou une majorité des membres de ceux-ci lorsqu'ils décident collectivement, que ce soit par la propriété de titres conférant un droit de vote, par contrat ou de toute autre manière (en ce sens, une société en commandite sera réputée être Contrôlée par son associé commandité)).

«Date d'Acquisition» signifie, eu égard à une Action Privilégiée, la date à laquelle le porteur acquiert cette Action Privilégiée (tel qu'inscrit dans le registre d'Action Privilégiée de la Société approprié), à condition que si un porteur est un Cessionnaire Permis d'un Cadre et qu'il a acquis cette Action Privilégiée de ce Cadre (ou d'un autre Cessionnaire Permis de ce Cadre), la «Date d'Achat» sera la date à laquelle cette Action Privilégiée a été émise la première fois en faveur ce Cadre (ou son Cessionnaire Permis, le cas échéant) (tel qu'inscrit dans le registre d'Action Privilégiée de la Société approprié), d'achat et/ou de conversion en un dit Titre.

«Date d'Achat» signifie, eu égard à toute Action, la date de souscription, d'achat et/ou de conversion en une dite action.

«Distribution» désigne toute distribution ou dividende effectué par la Société au bénéfice d'un actionnaire, que ce soit sous forme des liquidités, de biens ou de titres de la Société, et que ce soit sous forme de distribution de liquidation ou de toute autre manière; à condition qu'aucune des procédures suivantes ne soit une Distribution aux fins de ces présents Statuts: (a) toute distribution en rapport avec une recapitalisation ou un échange de titres de la Société; (b) toute distribution en rapport avec une scission ou un dividende de participation; et (c) tout rachat ou remboursement par la Société

de toute Action détenue par (ou pour le compte d') un Cadre, par un ancien Cadre ou par tout Cessionnaire Autorisé de ladite Personne à la date du ou après le licenciement du Cadre concerné de la Société ou d'une de ses Filiales.

«Cadre» désigne à tout moment, toute personne physique employée par la Société ou qui est alors habilitée par celle-ci à agir en qualité de dirigeant de la Société ou d'une de ses Filiales.

«Gibco» désigne Atalaya Management (Gibco) Limited, une société constituée et existante sous les lois de Gibraltar.

«Actions Privilégiées Gibco» désigne les actions privilégiées d'une valeur nominale de EUR 0,01 émises par Gibco.

«Actions Ordinaires A Gibco» désigne les actions ordinaires A d'une valeur nominale de EUR 0,01 émises par Gibco.

«Actions Ordinaires B Gibco» désigne les actions ordinaires B d'une valeur nominale de EUR 0,01 émises par Gibco.

«Actions Ordinaires C Gibco» désigne les actions ordinaires C d'une valeur nominale de EUR 0,01 émises par Gibco.

«Actions Ordinaires D Gibco» désigne les actions ordinaires D d'une valeur nominale de EUR 0,01 émises par Gibco.

«Group» désigne Atalaya Luxco Topco conjointement avec toute société étant une Filiale d'Atalaya Luxco Topco de temps à autre et «Société du Groupe» désigne chacune d'entre elles.

«Événement de Liquidité» signifie la perception de dividendes ou de toute autre distribution (dont les recettes de liquidation) par la Société dans le cadre de sa détention d'Actions Privilégiées Gibco (autre qu'en relation à toute annulation, rachat, vente ou transfert de toutes actions détenues par (ou pour le compte d') un Cadre ou d'un ancien Cadre ou toute autre Person's Permitted Transferees dès ou à la suite de la cessation de l'emploi, mandat ou service de consultation du Cadre avec une Société du Groupe).

«Gérant» a le sens qui lui est conféré à l'Article 8.

«Actions de Commandité» désigne les actions émises à tout moment par la Société au Gérant.

«Cessionnaires Autorisés» désigne toute personne étant détenu à 100% légalement et véritablement par et établi au seul bénéfice d'un Cadre ou de son conjoint ou enfant.

«Personne» désigne une personne physique, une société de personnes, une personne morale, une société à responsabilité limitée, une société anonyme, un trust, une joint-venture, une organisation n'étant pas dotée de la personnalité juridique et une entité gouvernementale ou un département, une agence ou une subdivision politique de cette entité.

«pro rata» tel qu'utilisé dans les présentes, permet un traitement distinct des lots fractionnés et des actions fractionnées, et permet un arrondissement à l'unité entière la plus proche.

«Montant Privilégié» signifie, eu égard à une Action Privilégiée pour toute Période d'Accumulation (ou Période d'Accumulation partielle) pendant laquelle cette Action Privilégiée est en attente, un montant s'accumulant chaque jour au cours de ladite Période d'Accumulation (sur la base du nombre de jours réellement écoulés durant cette Période d'Accumulation et une année de trois cent soixante-cinq (365) jours) à un taux annuel correspondant à 8% de la somme: (i) du Coût Original de cette Action Privilégiée, et (ii) de tout Montant Privilégiée Non Payé revenant à ladite Action Privilégiée pour toute Période d'Accumulation précédente.

«Actions Privilégiées» signifie les Actions Privilégiées de Classe 1, les Actions Privilégiées de Classe 2 et les Actions Privilégiées de Classe 3.

«Notification de Rachat» désigne une notification du gérant à un détenteur d'actions indiquant à ce détenteur que toutes ou certaines de ses actions vont être rachetées conformément à (selon le cas) l'Article 6.2(c), Article 6.3(c), Article 6.4(c), Article 6.5(c), Article 6.6(c), Article 6.7(c), Article 6.8(c), Article 6.9(c) (selon le cas).

«Recettes Privilégiées Résiduelles» signifie, eu égard à une Action Privilégiée, un montant équivalent aux Recettes Résiduelles/Produit Résiduel multiplié par le Pourcentage Applicable attribuable à cette Action Privilégiée.

«Produit Résiduel» signifie, eu égard à un Événement de Liquidité, un montant égal à la différence (le cas échéant) entre: (i) le montant perçu par la Société à l'égard de cet Événement de Liquidité; et (ii) les Montants Privilégiés Impayés totaux sur toutes les Actions Privilégiées à une date donnée de détermination suivant cet Événement de Liquidité.

«Contrat de Porteurs de Titres» signifie tout contrat écrit pouvant être conclu à tout moment entre, entre autre, la Société et les Porteurs de Titres.

«Titres» signifie (i) les Actions et tout autre capitaux propres et titres de dette émis par la Société à tout moment (qui, pour éviter tout doute, inclura chaque/tout certificat de capitaux préférentiels et de certificat de capitaux convertibles préférentiels émis par la Société mais exclura tout billet à ordre émis à ou pour le bénéfice d'un cadre ou d'un Porteur de Titres) et (ii) tous titres d'une Personne émis ou pouvant être émis directement ou indirectement à l'égard des titres référencés au pont (i) ci-dessus sous forme de dividende ou de division ou, en rapport avec une combinaison de titres, de recapitalisation, fusion, consolidation ou autre réorganisation incluant une capitalisation ou un échange, nonobstant tout transfert subséquent ou cession.

«Porteur de Titres» signifie, à tout moment, un porteur de Titres au moment en question.

«actionnaire» signifie, à tout moment, un détenteur d'actions de la Société au moment en question.

«Registre d'Actionnaires» a le sens qui lui est conféré à l'Article 7.1.

«action» signifie toute action de toute classe émise à tout moment par la Société.

«Actions» signifie les Actions Privilégiées de Classe 1, les Actions Privilégiées de Classe 2, les Actions Privilégiées de Classe 3, les Actions Ordinaires de Classe A, les Actions Ordinaires de Classe B, les Actions Ordinaires de Classe C, les Actions Ordinaires de Classe D et les Actions de Commandité.

«Filiale» ou «Filiales» désigne, relativement à tout Personne, toute autre Personne dont une majorité de tous les droits de vote des actions ou d'autres participations permettant de voter (sans tenir compte de la survenance de toute éventualité) lors de la désignation des administrateurs, commandités ou fidéicommissaires de cette société est alors détenue ou contrôlée, directement ou indirectement, par ladite Personne ou par une ou plusieurs de ses autres Filiales ou une combinaison de ces éléments. Aux fins des présentes, une Personne ou des Personnes est ou sont considérée(s) comme possédant une majorité des actions d'une société à responsabilité limitée, société de personnes, association ou autre entreprise, si la majorité des profits ou les pertes de la société à responsabilité limitée, société de personnes, association ou autre entreprise est attribuée à cette Personne ou ces Personnes ou si cette Personne ou ces Personnes Contrôlent) ladite entité.

«Conseil de Surveillance» a le sens qui lui est conféré à l'Article 11.1.

«Transfert» ou «transfert» signifie une vente, un transfert, une cession, un engagement, une hypothèque ou une autre contrainte ou cession (pour contrepartie ou non et soit volontairement ou involontairement ou par effet de la loi) de tout intérêt direct ou indirect dans toute Personne.

«Montant Privilégié Impayé» signifie, eu égard à une Action Privilégiée à toute date de détermination, un montant équivalant à la différence (le cas échéant) entre: (a) le Montant Privilégié total accumulé à cette Action Privilégiée à partir de (et incluant) sa Date d'Acquisition jusqu'à (mais excluant) cette date de détermination; et (b) le montant total des Distributions effectuées par la Société qui constitue le paiement du Montant sur cette Action Privilégiée, et, dans le cas d'un rachat d'une Action Privilégiée, le «Montant Privilégié Impayé» est réputé inclure le Prix d'Emission Non Reporté de cette Action privilégiée.

«Prix d'Emission Non Reporté» signifie, eu égard à une Action privilégiée, un montant égal à la différence (le cas échéant) entre: (a) la valeur nominale de cette Action Privilégiée; et (ii) le montant total des Distributions effectuées par la Société qui constitue le remboursement de la valeur nominale de cette Action Privilégiée.

Art. 7. Actions, Registre des Actionnaires et Transferts d'Actions.

7.1. Registre des Actionnaires.

Les actions sont et resteront des actions nominatives. Les détenteurs d'actions, d'obligations ou autre titres nominatifs émis par la Société ne pourront demander la conversion de ceux-ci en actions, obligations ou titres aux porteurs. Un registre des actionnaires qui pourra être examiné par tout actionnaire sera tenu au siège social. Ce registre contiendra le nom de chaque propriétaire d'actions nominatives, sa résidence ou son domicile élu, le nombre d'actions qu'il détient, l'indication des paiements effectués, ainsi que les transferts d'actions et les dates desdits transferts (le «Registre d'Actionnaires»). Chaque actionnaire notifiera à la Société par lettre recommandée son adresse ainsi que tout changement de celle-ci. La Société sera en droit d'invoquer la dernière adresse ainsi communiquée. Des certificats reflétant les inscriptions dans le registre des actionnaires seront émis et signés par le Gérant sur demande de tout actionnaire pertinent.

7.2. Propriété des actions.

La propriété des actions nominatives résulte de l'inscription au registre des actionnaires. La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Si la propriété de l'action est indivise ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour représenter l'action à l'égard de la Société. A défaut, l'exercice de tous les droits attachés aux dites actions sera suspendu.

7.3. Divers.

Le décès, l'interdiction, la faillite ou l'insolvabilité de l'un des détenteurs d'actions ne saurait entraîner la dissolution de la Société.

7.4. Transfert des actions.

(a) Déclaration de transfert. Le transfert d'actions sera opéré par une déclaration de transfert enregistrée dans le registre des actionnaires, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leur(s) représentant(s). Le transfert des actions pourra également être fait conformément aux règles de cession de créances décrites dans l'article 1690 du code civil luxembourgeois. Par ailleurs, la Société pourra accepter et porter au registre des actionnaires tout transfert auquel il est fait référence dans toute correspondance ou dans tout autre document attestant du consentement du cédant et du cessionnaire.

(b) Limitations de transfert. Avant le dixième anniversaire de la Date d'Achat ou durant une période plus courte conforme à la loi applicable, les actionnaires de la Société ne pourront pas valablement transférer les actions émises par la Société sans l'approbation écrite préalable du Manager, sauf stipulation contraire prévue au présent article 7.4.

(c) Transferts autorisés. Les restrictions stipulées au présent article 7.4 ne s'appliqueront pas (i) au Transfert de Titres par un détenteur aux Cessionnaires Autorisés de ce détenteur, après la remise au Gérant d'une notification écrite relative à ce Transfert ou (ii) au Transfert d'actions conformément à tout accord conclu entre la Société et le détenteur des actions correspondants; à condition que les restrictions visées dans cet article 7.4 continuent à s'appliquer à toute action détenue par tout cessionnaire; et à la condition supplémentaire que toute action Transférée conformément à cet article

7.4(c) au Cessionnaire Autorisé soit retournée rapidement au cédant lorsque ce Cessionnaire Autorisé cessera d'être un Cessionnaire Autorisé.

(d) Transfert des Actions de Commandité. Les Actions de Commandité détenues par le Gérant ne sont pas transférables, sauf à un gérant successeur devant être nommé conformément à l'Article 8.

(e) Transferts en violation des présents Statuts. Tout Transfert ou tentative de Transfert de tout action en violation avec l'une des stipulations des présents Statuts est nul et non avenu, et la Société ne saurait en aucun cas donner effet audit Transfert ni enregistrer ledit Transfert dans ses livres ou considérer le cessionnaire présumé desdites actions en qualité de propriétaire desdites actions.

Chapitre III. - Gérance

Art. 8. Gérant. La Société sera administrée par Atalaya Management Luxco, une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, en sa qualité de gérant de la Société (ci-dénommé le «Gérant»). Les autres actionnaires ne devront ni participer ni interférer dans la gérance de la Société. En cas d'incapacité légale, de liquidation ou de toute autre situation permanente empêchant le Gérant d'exercer ses fonctions au sein de la Société, celle-ci ne sera pas automatiquement dissoute et liquidée, à condition que le Conseil de Surveillance, conformément à l'Article 11, nomme un administrateur, qui n'est pas nécessairement un actionnaire, afin d'exécuter les actes de gestion urgents, jusqu'à ce qu'une assemblée générale d'actionnaires soit convoquée par ledit administrateur dans les quinze (15) jours à compter de sa nomination. Lors de cette assemblée générale, les actionnaires pourront nommer un gérant remplaçant avec le quorum et la majorité requise pour la modification des statuts. Le défaut de ladite nomination entraînera la dissolution et la liquidation de la Société. La nomination d'un gérant remplaçant ne sera pas soumise à l'approbation du Gérant.

Art. 9. Pouvoirs du Gérant.

9.1. Pouvoirs généraux

Le Gérant est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes d'administration et de cession relatifs à l'objet de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale des actionnaires ou au Conseil de Surveillance de la Société sont de la compétence du Gérant.

9.2. Exécution des pouvoirs

Le Gérant agira de bonne foi et dans le meilleur intérêt de la Société et de ses Porteurs de Titres, et fera tout ce qui est raisonnablement en son pouvoir aux fins de faire valoir tout droit accordé à la Société en vertu des documents régissant, ou en vertu des termes et conditions de, tout contrat de porteur de titre conclu entre toute Personne à l'égard de laquelle il détient directement ou indirectement des titres.

Art. 10. Tiers. La Société sera valablement liée à l'égard des tiers par la signature du Gérant ou par la signature de toute(s) autre(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) ledit pouvoir de signature aura été délégué par le Gérant, à sa seule discrétion.

Chapitre IV. - Surveillance

Art. 11. Conseil de Surveillance.

11.1. Membres du Conseil de Surveillance.

Les opérations de la Société et sa situation financière, y compris la tenue de sa comptabilité, seront supervisées par un Conseil de Surveillance (le «Conseil de Surveillance») composé d'au moins trois membres, qui ne sont pas nécessairement des actionnaires. Aux fins de surveillance des opérations de la Société, le Conseil de Surveillance se voit attribuer les fonctions d'un commissaire aux comptes, conformément à l'article 62 de la Loi. Le Conseil de Surveillance peut être consulté par le Gérant concernant toute question telle que déterminée par le Gérant, et pourra avaliser toute mesure prise par le Gérant qui, conformément à loi ou aux règlements ou aux présents Statuts, excède les pouvoirs du Gérant. Le Conseil de Surveillance sera élu par l'assemblée générale annuelle des actionnaires pour une période pouvant aller jusqu'à six (6) ans et devra rester en fonction jusqu'à l'élection des successeurs. Les membres du Conseil de Surveillance sont rééligibles et pourront être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par décision de l'assemblée générale des actionnaires. Le Conseil de Surveillance peut élire un de ses membres comme président.

11.2. Réunions du Conseil de Surveillance.

Le Conseil de Surveillance est convoqué par son président ou par le Gérant. Une réunion du Conseil de Surveillance devra se tenir à la demande de l'un de ses membres.

11.3. Notifications.

Une notification écrite de toute réunion du Conseil de Surveillance sera adressée à tous ses membres au moins vingt-quatre (24) heures avant la date fixée de la réunion, excepté en cas d'urgence, auquel cas la nature des circonstances constitutives de l'urgence sera exposée dans la convocation. La convocation devra indiquer le lieu et l'ordre du jour de la réunion. Ladite convocation peut faire l'objet d'une renonciation par écrit, par télégramme, par télex ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, une copie étant suffisante. Des convocations spéciales pour des réunions tenues à des dates et lieux prévus par un calendrier préalablement adopté par le Conseil de Surveillance ne sont pas requises.

11.4. Présidence.

Le président du Conseil de Surveillance, le cas échéant, présidera toutes les réunions du conseil, et en son absence le Conseil de Surveillance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à la réunion un autre membre du Conseil de Surveillance pour assumer la présidence pro tempore de la réunion. Chaque membre peut agir lors de toute réunion en nommant par écrit, par télégramme, par télex, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, un autre membre pour le représenter, une copie étant suffisante. Chaque membre peut représenter plusieurs de ses collègues.

11.5. Résolutions.

Le Conseil de Surveillance peut délibérer et agir valablement à condition que la majorité de ses membres soit présente ou représentée. Les résolutions sont adoptées à la majorité des voix des membres présents ou représentés. Les résolutions approuvées par le président seront adoptées en cas de parité des voix.

11.6. Procès-verbaux.

Les résolutions du Conseil de Surveillance sont consignées dans des procès verbaux signés par le président de la réunion. Les copies ou extraits desdits procès-verbaux, destinés à être produits en justice ou à toute autre fin, doivent être signés par le président de la réunion ou par deux membres.

11.7. Décisions écrites - Conférence téléphonique.

Les décisions écrites, approuvées et signées par tous les membres du Conseil de Surveillance, sont assimilables aux décisions votées lors d'une réunion du Conseil de Surveillance; lesdites résolutions nécessitent l'approbation de chaque membre par écrit, par télégramme, par télex, par télécopie ou par tout autre mode de communication similaire, une copie était suffisante. L'ensemble des documents constitue l'acte attestant l'adoption de toute décision. Tout membre du Conseil de Surveillance peut participer à toute réunion du Conseil de Surveillance par conférence téléphonique ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à toutes les personnes participant à la réunion de communiquer entre elles. La participation à une réunion par les moyens précités vaut participation en personne à ladite réunion.

11.8. Responsabilité.

La responsabilité personnelle d'aucun des membres du Conseil de Surveillance ne saurait être engagée du fait de son appartenance au Conseil de Surveillance concernant les engagements pris régulièrement par les membres du Conseil de Surveillance au nom de la Société. En leur qualité de mandataires autorisés, ces derniers sont exclusivement responsables de l'exécution de leur mandat.

11.9. Indemnité.

(a) Indemnité. La Société pourra indemniser, dans la mesure la plus large permise par la loi, tout membre du Conseil de Surveillance et ses héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs, des dépenses raisonnablement engagées dans le cadre de toute action en justice, tout procès ou toutes poursuites auxquels il est partie en sa qualité de membre du Conseil de Surveillance de la Société et pour lesquelles ce dernier n'a droit à aucune indemnité, sauf affaires dans lesquelles sa responsabilité pour négligence ou faute serait établie de manière irrévocable dans le cadre de ladite action en justice, dudit procès ou desdites poursuites; en cas de règlement amiable, ladite indemnité ne sera accordée que si la Société est informée par son avocat-conseil du fait que ledit membre du Conseil de Surveillance n'a pas agi en violation de ses obligations. Le droit à indemnisation précité est sans préjudice des autres droits dont il pourrait se prévaloir.

(b) Dépenses. La Société s'acquittera des dépenses occasionnées par toute personne indemnisable en vertu des présentes relativement à toute action en justice préalablement à la décision finale, à condition que ladite personne adresse à la Société un document écrit et légalement contraignant dans lequel celle-ci s'engage à rembourser la totalité de la somme avancée s'il s'avère une fois la décision finale rendue, que ladite personne n'a pas droit à une indemnisation. La conclusion de toute action en justice ou poursuite par un jugement, ordre, accord amiable, condamnation, ou défense nolo contendere ou équivalent, ne doit pas en tant que tel créer une présomption que la personne indemnisable n'a pas satisfait au modèle de conduite lui donnant droit à indemnisation. La Société versera en numéraire à ladite personne indemnisable le montant équivalant au montant total de l'indemnisation, dès réception de la notification d'une obligation d'indemnisation adressée par la personne indemnisable, accompagnée de toute information raisonnablement requise par la Société.

11.10 Conflits.

Aucun accord ni autre transaction conclus par la Société avec d'autres sociétés ou entreprises ne pourra être affectée ou annulée au motif que le Gérant ou un ou plusieurs gérants, directeurs ou fondés de pouvoir du Gérant ont un quelconque intérêt dans lesdites société ou entreprise ou au motif qu'ils sont administrateurs, associés, directeurs ou employés de ladite autre société ou entreprise. Tout gérant ou directeur du Gérant agissant en qualité d'administrateur, de directeur ou d'employé d'une société ou entreprise avec laquelle la Société conclut des contrats ou avec laquelle cette dernière est liée par des relations d'affaires, quelles qu'elles soient, ne sera pas, par là même, privé du droit de délibérer, de voter et d'agir en toutes matières relatives auxdits contrats ou relations d'affaires.

11.11 Remplacement par un réviseur d'entreprises agréé

La nomination d'un Conseil de Surveillance sera supprimé si et lorsque la Société nomme un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s) conformément à l'article 69 (1) de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales.

Le réviseur d'entreprises agréé est nommé par l'assemblée générale des actionnaires qui fixera sa rémunération et la durée de son mandat. Le réviseur accomplira toutes les fonctions prévues par la loi.

Chapitre V. - Assemblée générale des actionnaires

Art. 12. Assemblée des Actionnaires.

12.1. Pouvoirs. L'assemblée générale des actionnaires de la Société représente l'ensemble des actionnaires de la Société. L'assemblée générale des actionnaires dispose du pouvoir de voter l'approbation des comptes annuels, la modification des statuts et tout autre question qui, conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, requiert l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires, sous réserve qu'une résolution ne sera valablement adoptée et ratifiée que si elle est préalablement approuvée par le Gérant. Le Gérant, en sa qualité de gérant unique de la Société, pourra décider de toute autre mesure relative à la Société. L'assemblée générale des actionnaires est convoquée par le Gérant ou par le Conseil de Surveillance.

12.2. Lieu, Date et Heure. L'assemblée générale annuelle se tiendra à Luxembourg, au siège social de la Société ou en tout autre lieu situé à Luxembourg figurant dans la convocation, le 31 mai à 10.00 heures. Si ce jour est un jour férié ou un jour de Fête à Luxembourg, l'assemblée générale se réunira le premier jour ouvrable suivant. D'autres assemblées générales d'actionnaires pourront se tenir aux lieux et dates spécifiés dans les convocations. Les assemblées générales des actionnaires sont convoquées par un avis dans lequel figure l'ordre du jour, adressé par courrier recommandé, au moins huit (8) jours avant l'assemblée générale, à chacun des actionnaires de la Société par le Gérant, et à l'adresse inscrite dans le registre des actions nominatives.

12.3. Vote. Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra participer aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit une autre personne comme mandataire par télécopie ou par tout autre moyen, une copie étant suffisante. Les conditions de quorum et de majorité requis par la loi régissent le déroulement des assemblées des actionnaires de la Société, excepté toute disposition contraire prévue par les présents statuts. Le Gérant peut fixer toute autre condition à que les actionnaires sont tenus de satisfaire afin de participer à toute assemblée des actionnaires. Si l'ensemble des actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra alors être tenue sans convocation ou publication préalable.

Tout actionnaire peut voter à l'aide de bulletins de vote envoyés par courrier ou par télécopie au siège social de la Société ou à l'adresse indiquée dans l'avis de convocation. Les actionnaires ne peuvent utiliser que les bulletins de vote qui leur auront été fournis par la Société et qui devront à tout le moins indiquer le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, l'ordre du jour de l'assemblée, la proposition soumise au vote de l'assemblée, et pour chaque proposition, comprendre trois cases à cocher permettant à l'actionnaire de voter en faveur ou contre chacune des propositions soumise au vote en cochant la case appropriée ou encore d'exprimer une abstention.

Les bulletins de vote n'indiquant ni vote en faveur, ni vote contre, ni abstention, seront déclarés nuls. La Société ne tiendra compte que des bulletins de vote reçus préalablement à la tenue de l'assemblée générale à laquelle ils se réfèrent.

Chapitre VI. - Exercice social - Bilan - Distribution des bénéfices

Art. 13. Exercice social. L'exercice social de la Société débute le 1^{er} janvier et s'achève le 31 décembre de la même année.

Art. 14. Bilan. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et le Gérant dresse un inventaire comprenant l'indication de la valeur de l'actif et du passif de la Société. Chaque associé peut prendre communication au siège social de cet inventaire et du bilan.

Art. 15. Distribution des bénéfices. Chaque année, des bénéfices nets annuels de la Société, cinq pour cent (5%) seront affectés à la réserve légale telle que prescrite par la loi. Cette affectation cessera d'être exigée lorsque le montant de la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social souscrit.

L'assemblée générale des actionnaires, sur recommandation du Gérant, déterminera la façon de disposer du restant des bénéfices nets annuels.

Des dividendes intérimaires pourront être distribués en observant les conditions légales.

Chapitre VII. - Modification des statuts - Liquidation

Art. 16. Modification. Les présents Statuts pourront être modifiés, sous réserve de l'approbation du Gérant, par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par la Loi, sous réserve de toutes autres conditions prévues par les présents Statuts.

Art. 17. Dissolution. En cas de dissolution de la Société, un ou plusieurs liquidateurs (personnes physiques ou morales) procéderont à la liquidation. Le ou les liquidateurs seront nommés par l'assemblée générale qui a décidé de la dissolution et qui déterminera leurs pouvoirs ainsi que leurs émoluments.

Chapitre VIII. - Final dispositions - Loi applicable

Art. 18. Stipulations diverses. Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.»

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de son capital, s'élève à environ mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

DONT ACTE, passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des mêmes comparantes et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des comparantes, connues du notaire par leur nom de famille, prénom, statut civil et adresse, lesdites comparantes ont signés avec le notaire le présent acte.

Signé: Kindler, Emeraux, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 13 juin 2014. Relation: EAC/2014/8267. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014083475/1416.

(140099514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2014.

Opti Hedge, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 152.753.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-second day of May,

Before us Maître Jean-Paul MEYERS, civil law notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg.

is held

an extraordinary general meeting of the shareholders of Opti Hedge (the Meeting), a Luxembourg investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable), subject to Part II of the act of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as amended, incorporated as public limited liability company (société anonyme) having its registered office at 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 152753, incorporated on 1 April 2010 pursuant to a notarial deed recorded by Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n° 947 on 6 May 2010 (the Company). The articles of association of the Company (the Articles) have never been amended since the incorporation of the Company.

The Meeting is opened at 11.00 with Gwendoline Boone, residing professionally in Hesperange as chairman of the Meeting. The chairman appoints Agath Kahn, residing professionally in Hesperange, as secretary of the Meeting. The Meeting elects Vincianne Alexandre, residing professionally in Hesperange, as scrutineer of the Meeting. The chairman, the secretary and the scrutineer are collectively referred to hereafter as the Members of the Bureau or as the Bureau.

The Bureau having thus been constituted, the chairman requests the notary to record that:

an extraordinary general meeting was held before the undersigned notary on 7 April 2014 at the occasion of which the first condition under article 67-1(2) of the Luxembourg act of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act) was not satisfied;

the shareholders of the Company were duly convened to the Meeting by means of notices published twice, at fifteen days interval at least and fifteen days before the Meeting in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations and in two Luxembourg newspaper, reproducing the agenda and indicating the date and the results of the first meeting, in accordance with article 67-1(2) of the Companies Act;

the Meeting is therefore regularly constituted and can validly deliberate and vote on the items of the agenda reproduced below, in accordance with article 67-1(2) of the Companies Act;

the agenda of the Meeting is as follows:

(1) decision to dissolve the Company and to voluntarily put the Company into liquidation (liquidation volontaire) with immediate effect;

(2) decision to appoint AIM Services S.à r.l., represented by Ms Catherine Koch and Ms Anne-Catherine Grave in their capacity as members of the board of managers, as liquidator of the Company (the Liquidator);

(3) decision to acknowledge and approve the allocation of an amount comprised between USD74,000 and USD80,000 to the reserves of the Company to cover the costs and expenses of the liquidation of the Company;

(4) decision to (i) confer to the Liquidator the powers set forth in articles 144 et seq. of the Companies Act, (ii) authorise the Liquidator to carry out all operations, including those referred to in article 145 of the Companies Act, without the prior authorisation of the general meeting of shareholders, (iii) authorise the Liquidator to delegate, under its own responsibility, its powers, for specific operations or task, to one or several persons or entities, and (iv) authorise the Liquidator to make advance payments of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the shareholders of the Company, in accordance with article 148 of the Companies Act;

(5) decision to instruct the Liquidator to realise at the best of its abilities and with regard to the circumstances all the assets of the Company, to pay the debts of the Company, to issue a report on the liquidation, to refer to the books of the Company instead of drawing up an inventory, provided however, that where the books of the Company are not available the Liquidator shall draw up an inventory for this purpose, and authorisation to, under its own responsibility, delegate for certain determined operations, the whole or part of its powers to one or more proxies;

(6) decision to instruct Deloitte S.A., (the Auditor) to issue a report on the liquidation;

(7) decision to acknowledge that the Liquidator will convene an extraordinary general meeting of shareholders resolving on the closing of the liquidation.

After deliberation the Meeting passed by unanimous vote the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolves to dissolve the Company and to voluntarily put the Company into liquidation (liquidation volontaire).

Second resolution

The Meeting resolves to appoint AIM Services S.à r.l., represented by Ms Catherine Koch and Ms Anne-Catherine Grave in their capacity as members of the board of managers, as Liquidator.

Third resolution

The Meeting resolves to allocate an amount comprised between USD74,000 and USD80,000 to the reserves of the Company to cover the costs and expenses of the liquidation of the Company.

Fourth resolution

The Meeting resolves to confer to the Liquidator the powers set forth in articles 144 et seq. of the Companies Act.

The Liquidator shall be entitled to pass all deeds and carry out all operations, including those referred to in article 145 of the Companies Act, without the prior authorisation of the general meeting of shareholders. The Liquidator may, under his sole responsibility, delegate his powers for specific operations or tasks to one or several persons or entities.

The Liquidator shall be authorised to make, in its sole discretion, advance payments of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the shareholders of the Company, in accordance with article 148 of the Companies Act.

For the avoidance of doubt, the Liquidator is vested with the widest powers to do everything, which is required for the liquidation of the Company and the disposal of the assets of the Company under its sole signature.

Fifth resolution

The Meeting resolves to instruct the Liquidator to realise at the best of his abilities and with regard to the circumstances all the assets of the Company, to pay the debts of the Company and to issue a report on the liquidation.

Sixth resolution

The Meeting resolves to instruct the Auditor to issue a report on the liquidation.

Seventh resolution

The Meeting acknowledges that the Liquidator will convene an extraordinary general meeting of shareholders of the Company to resolve on the closing of the liquidation, which shall be held, as soon as practicable after the Liquidator will have performed his duties in relation to the liquidation of the Company, with in substance the following agenda:

(1) presentation and approval of (i) the audited interim accounts of the Company (the Interim Accounts) for the period having started on 1 November 2013 and having ended on 22 May 2014, the date of the extraordinary general meeting deciding to dissolve and liquidate the Company (the Interim Period) and of (ii) the liquidation accounts as at 20 juin 2014 (the Liquidation Accounts);

(2) discharge (quitus) to Mr Yves Wagner, Mr Alexandre Mojaïsky and Mr Jean-Antoine Blanchard as members of the board of directors of the Company (the Board) for all their duties during, and in connection with, the Interim Period;

(3) presentation of the report of AIM Services S.à r.l., represented by Ms Catherine Koch and Ms Anne-Catherine Grave in their capacity as members of the board of managers, (the Liquidator) in relation to the liquidation of the Company;

(4) presentation of the report of Deloitte Audit S.à r.l., acting as auditor of the Company (the Auditor), in relation to the liquidation of the Company;

(5) discharge (quitus) to the Liquidator for the performance of his duties during and in connection with the liquidation of the Company;

(6) discharge (quitus) to the Auditor for the performance of its duties during and in connection with the liquidation of the Company;

(7) acknowledgement that all liquidation proceeds have either been distributed or decision to deposit them with the Caisse de Consignation in Luxembourg;

(8) decision to close the liquidation of the Company;

(9) decision to grant the Liquidator the power to carry out the remaining actions related to the closing of the liquidation of the Company, in particular the payment of the remaining taxes, fees, expenses and other charges referred to in the report of the Liquidator and or any such taxes, fees, expenses and other charges that may arise hereafter; and

(10) decision that the Company's documents and books shall be kept, for a period of five years from the date of publication of the closing of the liquidation, at the following address: 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg.

There being no further business on the agenda of the Meeting, the chairman adjourns the Meeting at 11.30.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states hereby that at the request of the above appearing persons, this notarial deed is worded only in English in accordance with article 26 of the law of 13 February 2007 on specialised investment funds, as amended.

This notarial deed was drawn up in Hesperange on the date stated at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, the said persons signed together with Us, the notary, the present original deed.

Signé: Boone, Kahn, Alexandre, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 28 mai 2014. Relation: RED/2014/1182. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 10 juin 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2014081017/117.

(140095570) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2014.

Vervit Distribution S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3833 Schifflange, 34, rue de l'Eglise.

R.C.S. Luxembourg B 187.727.

STATUTS

L'an deux mil quatorze, le vingt-sept mai.

Pardevant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven.

Ont comparu:

1) Madame Nazaré de Conceição GODINHO DE OLIVEIRA, gérante de sociétés, née le 29 juin 1961 à Figueira da Foz (Portugal), demeurant à L-2410 Luxembourg 54, Rue de Reckenthal, et

2) Monsieur Jacinto João VARELA FESTAS DOS SANTOS, gérant de sociétés, né le 9 décembre 1982 à Santa Comba Dão (Portugal), demeurant à L-5481 Wormeldange 79, Route du Vin.

Lesquels comparants, prénommés, ont requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer entre eux:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme, sous la dénomination de «VERVIT DISTRIBUTION S.A.».

La Société peut avoir un actionnaire unique ou plusieurs actionnaires. Tant que la Société n'a qu'un actionnaire unique, la Société peut être administrée par un administrateur unique seulement qui n'a pas besoin d'être l'actionnaire unique de la Société.

La Société ne pourra pas être dissoute par la mort, la suspension des droits civiques, la faillite, la liquidation ou la banqueroute de l'associé unique.

Art. 2. Le siège social est établi dans la commune de Schifflange.

Il pourra être transféré dans les limites de la commune de Schifflange par simple décision du conseil d'administration de la Société ou par une décision de l'administrateur unique selon les cas.

Au cas où le conseil d'administration ou l'administrateur unique de la Société selon les cas, estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège ou entre ce siège et l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. Pareilles mesures temporaires seront prises et portées à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la Société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet le commerce en gros et le détail de boissons alcooliques et non alcooliques, d'articles de fumeurs, de confiserie, de conserves alimentaires, de bimbeloterie ainsi que l'import/export, l'achat, la vente et le commerce en général de toutes marchandises non spécialement réglementées.

D'une façon générale, elle pourra faire toutes les opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

Art. 5. Le capital social de la société est fixé à trente et un mille euros (31.000,-) représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de trois cent dix euros (310,-) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la Société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Administration - Surveillance

Art. 6. Si la Société est constituée par un actionnaire unique ou si, à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est établi que la Société a un actionnaire unique, la Société peut être administrée par un administrateur, appelé «administrateur unique», jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Si la Société a plus d'un actionnaire, la Société sera administrée par un conseil d'administration comprenant au moins trois membres, lesquels ne seront pas nécessairement actionnaires de la Société. Dans ce cas, l'assemblée générale doit nommer au moins 2 (deux) nouveaux administrateurs en plus de l'administrateur unique en place. L'administrateur unique ou, le cas échéant, les administrateurs seront élus pour un terme ne pouvant excéder six ans et ils seront rééligibles.

Toute référence dans les statuts au conseil d'administration sera une référence à l'administrateur unique (lorsque la Société a un associé unique) tant que la Société a un associé unique.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur de la Société, la personne morale doit désigner un représentant permanent qui représentera la personne morale conformément à l'article 51bis de la loi luxembourgeoise en date du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée.

Le(s) administrateur(s) seront élus par l'assemblée générale. Les actionnaires de la Société détermineront également le nombre d'administrateurs, leur rémunération et la durée de leur mandat. Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision de l'assemblée générale.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de retraite ou toute autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la prochaine assemblée générale de la Société. En l'absence d'administrateur disponible, l'assemblée générale devra être rapidement réunie par le commissaire aux comptes et se tenir pour nommer de nouveaux administrateurs.

Art. 7. Le conseil d'administration ou, le cas échéant, l'administrateur unique est investi des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes d'administration ou de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale, tombent sous la compétence du conseil d'administration ou de l'administrateur unique selon les cas.

Art. 8. Le conseil d'administration désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut-être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou téléfax, étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou téléfax.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Les résolutions prises par l'administrateur unique auront la même autorité que les résolutions prises par le conseil d'administration et seront constatées par des procès verbaux, qui sont signés par l'administrateur unique, et dont les copies ou extraits pourront être produits en justice ou autrement.

Le premier président sera désigné par l'assemblée générale.

Art. 9. Le conseil d'administration peut déléguer, avec l'accord préalable de l'assemblée des actionnaires, ses pouvoirs de gestion journalière et les affaires courantes de la Société ainsi que la représentation de la Société dans cette gestion et ces affaires, à un des membres du conseil d'administration.

Le conseil d'administration ou, le cas échéant, l'administrateur unique peut en outre conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toute personne, qui n'a pas besoin d'être administrateur, et nommer et révoquer tous agents et employés et fixer leurs émoluments.

Art. 10. La Société est engagée par la signature individuelle d'un administrateur de la Société, par la signature unique de l'administrateur-délégué dans les limites de la gestion journalière, ou, le cas échéant par la signature de l'administrateur unique, ou par la signature conjointe ou unique de toute personne à laquelle un tel pouvoir de signature a été délégué par le conseil d'administration ou l'administrateur unique selon le cas.

Art. 11. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six années, rééligibles et toujours révocables.

Année sociale - Assemblée générale

Art. 12. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente-et-un décembre de chaque année.

Art. 13. Pour le cas où il n'y aurait qu'un seul actionnaire (l'actionnaire unique), celui-ci exercera, au cours des assemblées générales dûment tenues, tous les pouvoirs revenant à l'assemblée générale des actionnaires en vertu de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires, lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et lorsqu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 14. L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société.

Art. 15. L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique selon les cas est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 16. L'assemblée générale annuelle se tiendra de plein droit le troisième vendredi du mois de mai à 17 heures au siège social ou à tout autre endroit de la commune du siège social à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 17. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2014.

2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en l'an 2015.

Souscription - Libération

Les statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, les comparants préqualifiés déclarent souscrire les cent (100) actions comme suit:

| | |
|--|-----|
| 1) Madame Nazaré de Conceição GODINHO DE OLIVEIRA, prénommée, soixante actions | 60 |
| 2) Monsieur Jacinto João VARELA FESTAS DOS SANTOS, prénommé, quarante actions | 40 |
| TOTAL: CENT ACTIONS | 100 |

Toutes les actions ont été libérées à concurrence de 25% par des versements en espèces de sorte que la somme de sept mille sept cent cinquante euros (7.750,-EUR) se trouve maintenant à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

104540

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève approximativement à mille cents euros (EUR 1.100.-).

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social souscrit, ont pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires à un (1).

2. Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:

1) Madame Nazaré de Conceição GODINHO DE OLIVEIRA, prénommée;

2) Monsieur Laurindo PINTO DE FREITAS, chauffeur de taxi, né le 20 janvier 1957 à Croca/Panafiel (Portugal), demeurant à L-2410 Luxembourg, 54, Reckenthal, et

3) Madame Vitoria OLIVEIRA DE FREITAS, pécultrice, née le 8 mai 1992 à Luxembourg, demeurant à L-2410 Luxembourg, 54, Rue de Reckenthal.

3. Est nommée administrateur-délégué:

Madame Nazaré de Conceição GODINHO DE OLIVEIRA, prénommée;

4. Est nommé présidente:

Madame Nazaré de Conceição GODINHO DE OLIVEIRA, prénommée;

5. Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes:

CG COM SARL, ayant son siège social à L-1273 Luxembourg, 12, rue de Bitbourg, immatriculée au RCS à Luxembourg sous le numéro B 170203.

6. Les mandats des administrateurs et commissaire aux comptes seront de six (6) années et prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an deux mille dix-neuf (2019).

7. Le siège social est fixé à l'adresse suivante:

L-3833 Schiffflange 34, Rue de l'Eglise.

Le notaire instrumentant a rendu les parties comparantes attentives au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les dites parties comparantes.

Pouvoirs

Les comparants, agissant dans un intérêt commun, donnent pouvoir à tous clercs et employés de l'Étude du notaire soussigné, à l'effet de faire dresser et signer tous actes rectificatifs éventuels des présentes.

DONT ACTE, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la personne comparante, connus du notaire par nom, prénom usuel, état et demeures, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte

Signé: Nazaré de Conceição Godinho de Oliveira, Jacinto Joao Varela Festas dos Santos, Paul Bettingen

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 28 mai 2014. LAC / 2014/ 24958. Reçu 75.-€

Le Receveur (signé): Irène Thill.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 12 juin 2014.

Référence de publication: 2014084216/170.

(140098676) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2014.

PS Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 150.360.

Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014081079/12.

(140095801) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2014.

L & Y International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 71.100.

In the year two thousand and fourteen, on the eighteenth day of April.

Before Us Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg.

Was held

an Extraordinary General Meeting of the shareholders of L&Y INTERNATIONAL S.A., a société anonyme, having its registered office in L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch (R.C.S. Luxembourg B 71100), incorporated by deed of Maître Frank Baden, then notary residing in Luxembourg, on 30 July 1999, published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 799 of 27 October 1999, the articles of incorporation of which have not been amended since.

The meeting is presided over by Mr. Ahcène Boulhais, employee, professionally residing in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary Mrs. Zineb Zeghloul, employee, professionally residing in Luxembourg. The meeting elected as scrutineer Mrs Anne-Marie Gregis, employee, professionally residing in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the undersigned notary to record that:

I. The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list which, signed by the board of the meeting, the shareholders, the proxies of the represented shareholders and the undersigned notary will remain annexed and be registered with the present deed.

The proxy forms of the represented shareholders after having been initialled "ne varietur" by the appearing persons will also remain annexed to the present deed.

II. It appears from the attendance list mentioned hereabove, that all the sixty (60) shares representing the entire share capital are duly present or represented at the present meeting. All the shareholders present or represented declare that they have had due notice and knowledge of the agenda prior to this meeting, so that no convening notices were necessary.

III. That the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

IV. The agenda of the present meeting is the following:

Agenda

1. Decision to proceed with the anticipated dissolution of the company with immediate effect and to put it into liquidation.

2. Appointment of one Liquidator and specification of his powers.

3. Discharge to the Directors and to the Statutory Auditor for the period of January 1st, 2014 until the date of the present Meeting.

4. Miscellaneous

The meeting having considered the agenda, the meeting took unanimously the following resolutions:

First resolution

The meeting decides the dissolution in anticipation of the company and to put the company into liquidation as of this date.

Second resolution

The meeting appoints as liquidator:

CANFORD TRADING CORP, having its registered office in 35A, Jasmine Court, Regent Street, BH-Belize City - BELIZE.

The liquidator has the broadest powers as provided for by Articles 144 to 148 bis of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended.

He may accomplish all the acts provided for by Article 145 without requesting the authorization of the shareholders in the cases in which it is requested.

The liquidator is relieved from inventory and may refer to the accounts of the Company.

He may, under his responsibility, for special or specific operations, delegate to one or more proxies such part of his powers he determines and for the period he will fix.

Third resolution

The meeting decides to grant discharge to the Directors and to the Statutory Auditor for the period of January 1st, 2014 until this date.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, Christian names, civil status and residences, the members of the bureau signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le dix-huit avril.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie

l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme L&Y INTERNATIONAL S.A. ayant son siège social à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch (R.C.S. Luxembourg B 71100), constituée suivant acte reçu par Maître Frank Baden, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 30 juillet 1999, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C (le «Mémorial») numéro 799 du 27 octobre 1999, et dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis lors.

L'assemblée est présidée par Monsieur Ahcène Boulhais, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Zineb Zeghloul, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Madame Anne-Marie Gregis, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée étant ainsi constitué, le président déclare et prie le notaire d'acter que:

I. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le bureau de l'assemblée, les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés et le notaire soussigné. Ladite liste de présence restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées "ne varietur" par les comparants, resteront également annexées au présent acte.

II. Il résulte de la liste de présence que toutes les soixante (60) actions représentant l'intégralité du capital social sont présentes ou représentées à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III. La présente assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

IV. L'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Décision de prononcer la dissolution anticipée de la société avec effet immédiat et de la mettre en liquidation.
2. Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour la période du 1^{er} janvier 2014 jusqu'à la date de la présente assemblée.
4. Divers

L'assemblée ayant entendu l'ordre du jour, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide la dissolution anticipée de la société et prononce sa mise en liquidation à compter de ce jour.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de nommer liquidateur:

CANFORD TRADING CORP, ayant son siège social à 35A, Jasmine Court, Regent Street, BH-Belize City - BELIZE.

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148 bis de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée.

Il peut accomplir tous les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation des actionnaires dans les cas où elle est requise.

Le liquidateur est dispensé de dresser inventaire et peut se référer aux comptes de la Société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales ou déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

Troisième résolution

L'assemblée confère décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour la période du 1^{er} janvier 2014 à ce jour.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

A la demande des comparants le notaire, qui parle et comprend l'anglais, a établi le présent acte en anglais suivi d'une version française. Sur demande des comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, les membres du bureau ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: A. BOULHAIS, Z. ZEGHLOUL, A.-M. GREGIS et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 25 avril 2014. Relation: LAC/2014/19404. Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 6 juin 2014.

Référence de publication: 2014082389/126.

(140097233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.

Winward International Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 69.114.

L'an deux mille quatorze, le vingt-sept mai.

Par devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme de gestion de patrimoine familial, dénommée "WINWARD INTERNATIONAL Spf S.A.", avec siège social à L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey, constituée suivant acte reçu par Maître Alphonse LENTZ, alors de résidence à Remich, en date du 1^{er} avril 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 440 du 11 juin 1999, dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois par le notaire instrumentant en date du 17 mai 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro n° 1261 du 17 juin 2010.

La Société est inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 69 114.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Gianpiero SADDI, employé privé, avec adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame Marilyn KRECKÉ, employée privée, avec la même adresse professionnelle.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Gianpiero SADDI, prénommé.

Monsieur le président déclare et requiert le notaire d'acter:

I. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, sont indiqués sur une liste de présence signée «ne varietur» par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence, ainsi que les procurations des actionnaires représentés resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissent dûment convoqués et déclarant par ailleurs, avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III. Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour ordre du jour:

- 1) Décision sur la mise en liquidation de la Société;
- 2) Décharge aux organes de la société;
- 3) Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs;
- 4) Divers.

L'Assemblée après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour, et après en avoir délibéré, a pris les résolutions suivantes, à l'unanimité des voix:

104544

Première résolution

L'Assemblée décide de mettre la Société en liquidation.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de reconnaître, approuver, ratifier et adopter comme actes de la Société les actes passés par les administrateurs et par les commissaires de la Société, pour la période débutant à la constitution de la Société et jusqu'à la date du présent acte, de renoncer à toute action que la Société pourrait intentier à l'égard des administrateurs de la Société en conséquence de l'exécution de leur mandat respectif, et de leur accorder décharge pour l'accomplissement de leur mandat respectif jusqu'à la date du présent acte.

Troisième résolution

L'Assemblée désigne comme liquidateur la société anonyme «C.G. Consulting», ayant son siège social à L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey, enregistrée auprès du Registre de Commerce et de Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 102 188 (le «Liquidateur») auquel sont conférés les pouvoirs prévus par les dispositions légales en vigueur.

Le Liquidateur a les pouvoirs les plus étendus, prévus par les articles 144 à 148 bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 telle que modifiée (la «Loi»). Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 de la Loi sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Le Liquidateur a le droit de distribuer les actifs en espèces et également de verser aux actionnaires dans l'intérêt de la société des avances sur le produit de la liquidation. Le Liquidateur est dispensé de dresser inventaire et peut s'en référer aux écritures de la société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixe.

L'Assemblée décide en outre d'autoriser le Liquidateur, à sa seule discrétion à verser des acomptes sur le boni de liquidation, aux actionnaires de la Société conformément à l'article 148 de la Loi.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée.

Tous les frais et honoraires dus en vertu des présentes et évalués à mille deux cents euros (1.200.- EUR) sont à charge de la société.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite donnée aux comparants, tous connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, tous ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: G. Saddi, M. Krecké et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 3 juin 2014. LAC/2014/25766. Reçu douze euros (12.- €).

Le Receveur ff. (signé): Carole Frising.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 juin 2014.

Référence de publication: 2014083412/72.

(140097971) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2014.

A&R Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1318 Luxembourg, 58, rue des Celtes.

R.C.S. Luxembourg B 169.450.

- Il résulte d'une cession de parts intervenue en date du 15 mai 2014 que le capital social de la société se répartit désormais comme suit:

| | |
|--------------------------|---------------------------------|
| M. Sergio RESTREPO | 124 parts (soit 100% des parts) |
| Total: | 124 parts |

- Il est signalé que l'adresse de M. Sergio RESTREPO, associé et gérant unique de la société A&R Consulting S.à r.l., est dorénavant 71, rue des Glacis, L-1628 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014082018/14.

(140097070) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2014.